



PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC **BILAN 2020**



Centre sur la productivité
et la prospérité
Fondation Walter-J.-Somers
HEC MONTRÉAL

Décembre 2020

Auteurs

Jonathan Deslauriers
Robert Gagné
Jonathan Paré

Professionnels de recherche

Jean Garry Junior Roc
Éléonore Fabienne Gouba

Mise en page

Jérôme Boivin

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC BILAN 2020

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principal sujet d'étude le Québec. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats de ses travaux par des activités de transfert et d'éducation.

À propos de la Fondation Walter J. Somers

En hommage au fondateur de l'entreprise Walter Technologies pour surfaces, la famille Somers a mis sur pied la Fondation Walter J. Somers. À travers différents dons, la Fondation perpétue l'héritage familial d'engagement envers la communauté et contribue à la prospérité de la société québécoise, d'abord en veillant à améliorer sa productivité, mais également en appuyant l'excellence dans l'éducation des jeunes.

Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp ou écrivez-nous, à info.cpp@hec.ca

Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers HEC Montréal

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) Canada H3T 2A7
Téléphone : 514 340-6449

Dépôt légal : quatrième trimestre 2020

ISBN : 978-2-924208-76-2

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020

Bibliothèque et Archives Canada, 2020

Cette publication a bénéficié du soutien financier du ministère des Finances du Québec et de la Fondation Walter J. Somers.

Les textes, opinions, renseignements et informations exprimés dans le document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et non celle du ministère des Finances. L'information présentée dans ce document ne reflète pas nécessairement les opinions du ministère des Finances.

Image de couverture : iStock @werbeantrieb

Illustrations : iStock @antoniokhr

© 2020 Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers, HEC Montréal



TABLE DES MATIÈRES

MOT DU DIRECTEUR	4
SECTION 1 – Prospérité économique du Québec : un aperçu	5
SECTION 2 – Le rôle de la productivité du travail	13
SECTION 3 – Pourquoi se préoccuper de la faiblesse relative du niveau de vie au Québec ?	20
SECTION 4 – COVID-19 : aux grands maux, les grands remèdes	27
SECTION 5 – Éducation, investissement et innovation : les leviers d'une relance structurelle et conjoncturelle	36
SOURCES	44

MOT DU DIRECTEUR

Après dix éditions de *Productivité et prospérité au Québec – Bilan* et une centaine d'études sur la question, force est de constater que le problème structurel qui limite la prospérité économique au Québec demeure bien ancré dans le paysage économique de la province : faute d'avoir redressé sa productivité, le Québec peine toujours à générer de la richesse. Le discours politique a certes évolué dans la bonne direction, et les gouvernements qui se sont succédé ont résolument cherché à corriger le tir mais sur le fond, le problème demeure entier.

Dans un contexte où la pandémie de la COVID-19 a mené le Québec au-devant de la plus importante crise économique de son histoire, cette incapacité à générer de la richesse au même rythme que les autres économies a de quoi préoccuper les Québécois. Déjà aux prises avec un retard structurel qui creuse année après année le fossé économique qui sépare la province des principales économies occidentales, les Québécois doivent désormais composer avec les conséquences d'un choc conjoncturel d'une ampleur inégalée. Or, le retard cumulé jusqu'ici risque de limiter la marge de manœuvre de la province face à ce nouvel écueil.

Pour comprendre la nature de l'enjeu, on peut comparer le Québec à la Suède, qui présente des similarités avec le Québec au niveau de la taille de sa population et du filet social déployé pour la protéger. En 2018, la taille de l'État au Québec était légèrement supérieure à celle de l'État en Suède, leurs dépenses se chiffrant à 47,6 % et 47,1 % de leur PIB respectif. *A priori*, les Québécois profitaient donc d'un panier de biens et de services publics comparable à celui des Suédois. Or, les dépenses par habitant des administrations publiques suédoises étaient en réalité 21 % plus élevées qu'au Québec, ce qui représentait une différence de plus de 5 300 \$CA par habitant à parité des pouvoirs d'achat. Cette différence – intrinsèquement liée à la plus lente croissance de l'économie québécoise au cours des 40 dernières années – illustre parfaitement les limites imposées par la taille de l'économie de la province.

Profitant d'une croissance 1,6 fois plus rapide de sa productivité du travail depuis 1981, la Suède a creusé un important écart de richesse avec le Québec. En 2019, la Suède générait ainsi 23 % plus de richesse par habitant que le Québec, ce qui représente une différence monétaire de près de 12 500 \$CA par habitant à parité des pouvoirs d'achat. Cet écart n'était que de 2 271 \$CA par habitant au début des années 80. En dégageant toute proportion gardée plus de richesse, la Suède parvient à financer un plus grand nombre de biens et de services publics sans que l'État n'accapare davantage l'espace économique du pays. La richesse générée étant en revanche moins importante au Québec, l'État finit par peser plus lourdement dans l'économie même si ses dépenses sont moins importantes. Bilan des courses : les Québécois se trouvent à supporter un fardeau fiscal imposant sans recevoir en contrepartie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité.

Est-ce dire que la Suède s'en tirera nécessairement mieux que le Québec? Pas forcément. Cela dit, une chose est sûre : la marge de manœuvre pour relancer la croissance sera plus faible au Québec.

Étant donnée la taille de son économie, le gouvernement du Québec dispose de ressources financières moins importantes pour appuyer massivement la relance. Et comme il serait contreproductif d'augmenter le fardeau fiscal de certaines classes de contribuables en période de crise pour financer ses dépenses, le gouvernement entamera assurément un nouveau cycle de déficits budgétaires récurrents pour parvenir à ses fins. Or, les efforts d'assainissement des finances publiques ne se sont concrétisés que trop récemment, et le gouvernement devra intervenir avec prudence. Dans le cas contraire, ses interventions pour stimuler la croissance économique à court terme exacerberont le problème d'équité entre les générations, un problème qui demeure bien réel malgré les promesses politiques des 20 dernières années.

En parallèle, on doit garder en tête que la marge de manœuvre du gouvernement fédéral est limitée du point de vue de l'équité intergénérationnelle. En ayant multiplié les déficits en amont de la crise pour financer la croissance de court terme, l'administration fédérale s'est d'elle-même positionnée en situation de précarité. Si les conditions d'emprunts venaient à se resserrer moins, la relance risque d'être longue, sinon douloureuse pour les prochaines générations.

Face à un tel contexte économique, le CPP présente sa onzième édition de *Productivité et prospérité au Québec – Bilan* sur une base renouvelée. En s'intéressant à la fois aux problèmes structurels et conjoncturels qui plombent actuellement l'économie de la province, nous verrons que la solution à ces deux problèmes passera par les mêmes leviers : l'éducation, l'innovation et l'investissement. Autrement dit, la relance ne passera pas par un plan, mais plutôt par des actions ciblées qui graviteront autour des trois leviers de la productivité.

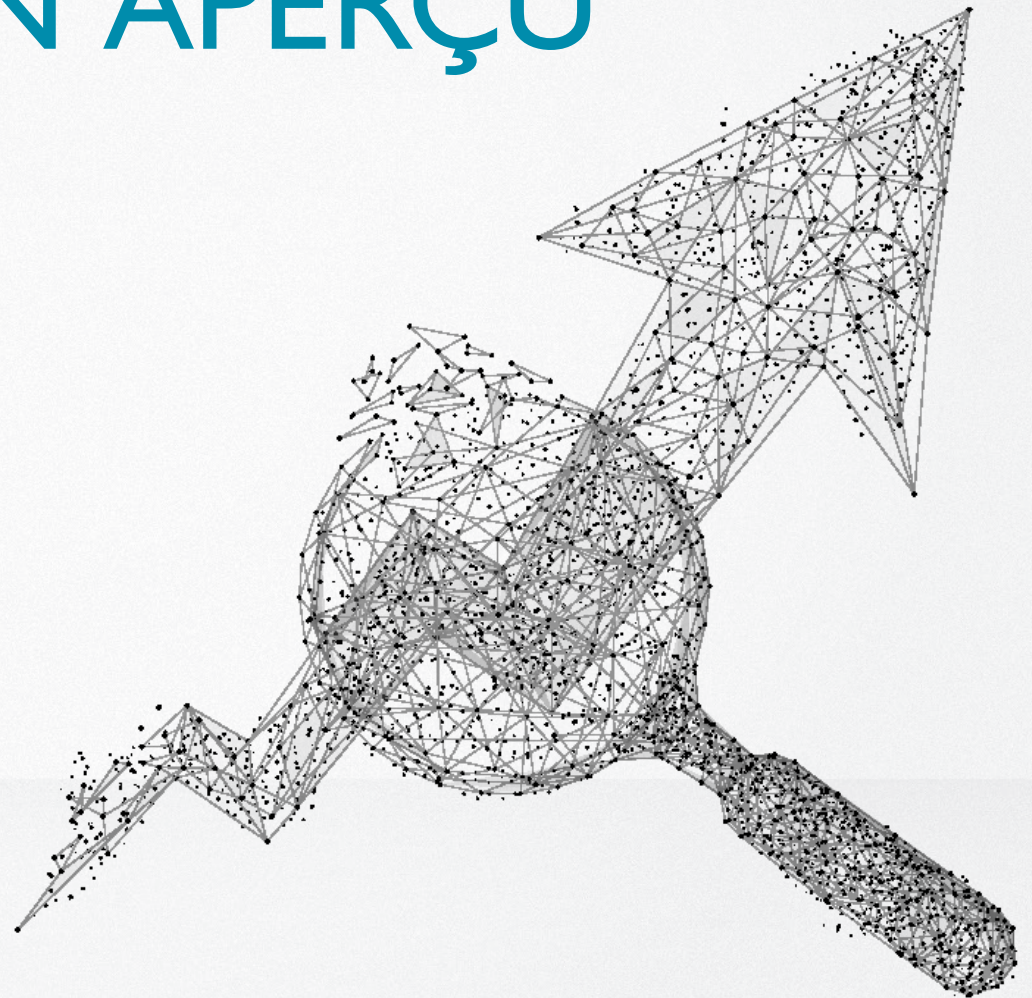
Bonne lecture!

Robert Gagné

Directeur du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Section I

PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC : **UN APERÇU**

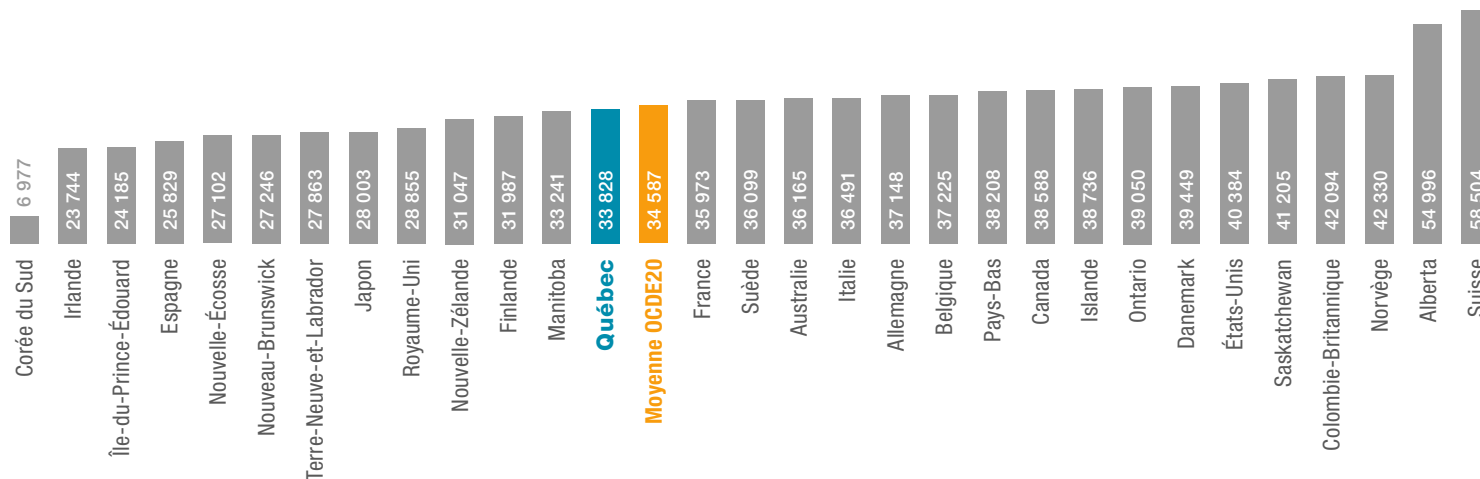


GENÈSE DU RETARD

Au début des années 80, le Québec se positionnait relativement bien en matière de prospérité économique. Avec un niveau de vie de 33 828 \$CA par habitant, la province se positionnait tout juste derrière la moyenne des pays du groupe OCDE20 (34 587 \$CA/hab.). En plus de devancer des pays tels que la Finlande et le Royaume-Uni, le Québec maintenait alors un écart de niveau de vie inférieur à 3 500 \$CA/hab. – ou environ 10 % – avec des pays tels que la Suède ou l'Allemagne.

GRAPHIQUE 1
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES
POUVOIRS D'ACHAT EN 1981

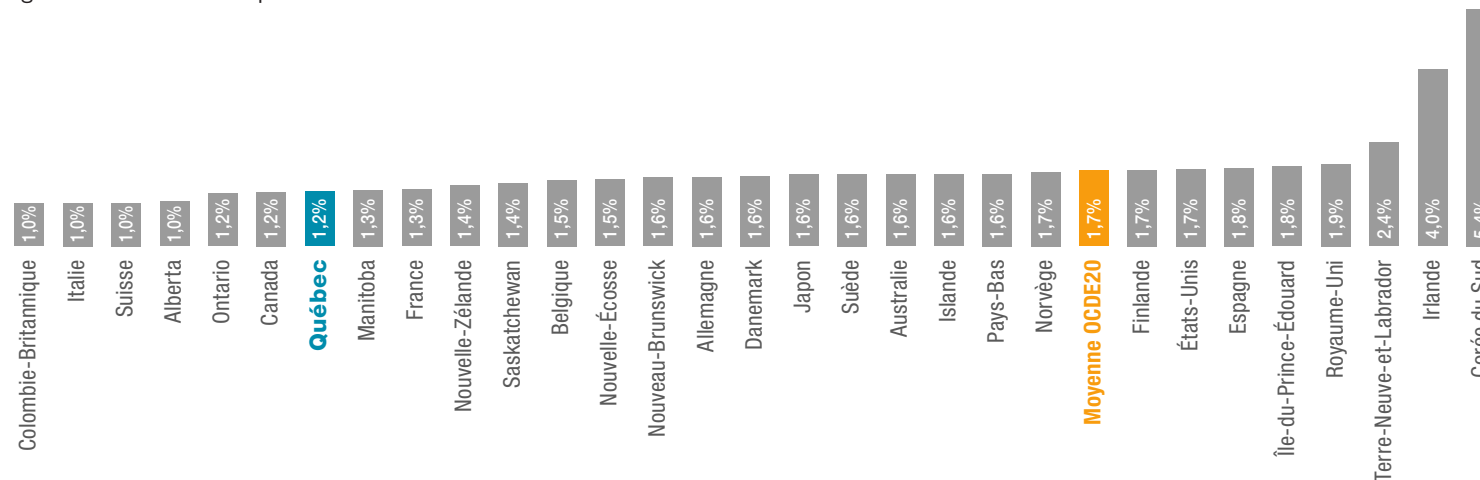
PIB par habitant en dollars canadiens
de 2019 à parité des pouvoirs d'achat



Le Québec a toutefois laissé filer cette avance au cours des quarante années qui ont suivi. Avec une croissance annuelle moyenne de 1,2 % de son niveau de vie entre 1981 et 2019 (Graphique 2), le Québec a enregistré l'une des plus lentes progressions parmi les 30 économies analysées. Seuls la Colombie-Britannique, l'Italie, la Suisse, l'Alberta, l'Ontario et le Canada dans son ensemble ont enregistré des croissances plus faibles.

GRAPHIQUE 2
CROISSANCE ANNUELLE
MOYENNE DU NIVEAU DE
VIE À PARITÉ DES POUVOIRS
D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2019

En pourcentage

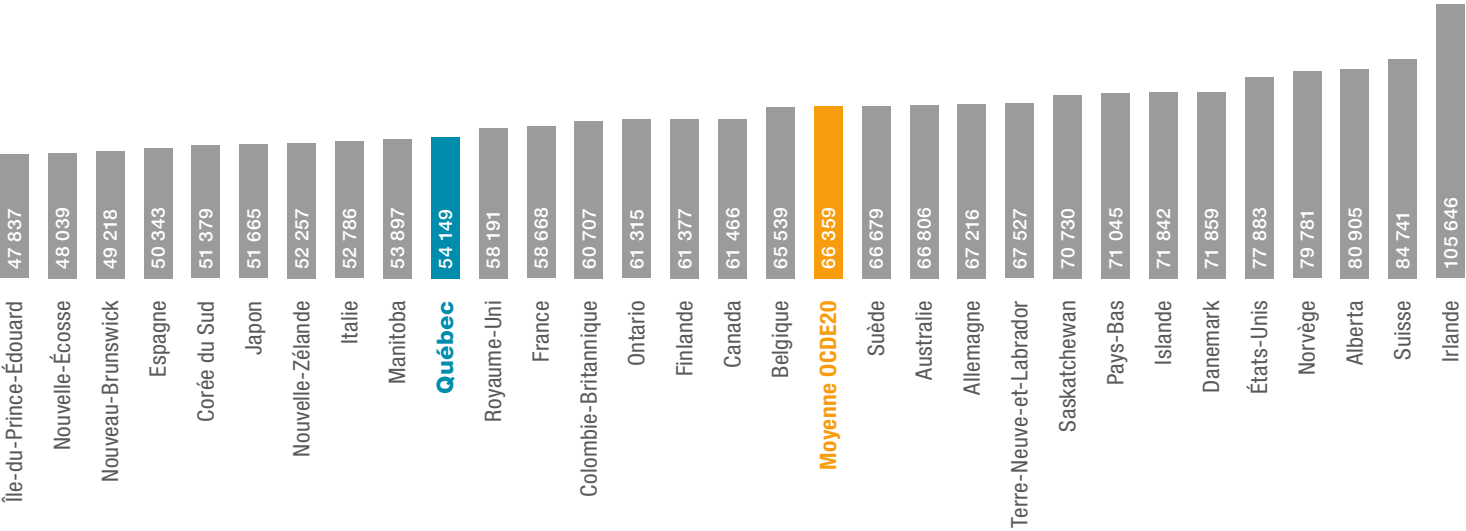


En 2019, un écart d’approximativement 12 000 \$CA/hab. séparait désormais le Québec (54 149 \$CA/hab.) de la moyenne OCDE20 (66 359 \$CA/hab.). C’est donc dire que les pays du groupe OCDE20 génèrent dorénavant 22 % plus de richesse par habitant que ne le fait le Québec, alors qu’au début des années 80, la province talonnait cette moyenne.

Le Québec s’est par ailleurs laissé distancer par des économies qui se positionnaient près de lui au début des années 80. C’est notamment le cas de la Finlande, qui dispose désormais d’une avance de 7 228 \$CA/hab. – ou 13 % – sur le Québec. Au même titre, les pays qui devançaient à la marge le Québec en 1981 disposent dorénavant d’une avance considérable. C’est le cas de la Suède, qui détient désormais une avance de plus de 12 000 \$/hab. – ou 23 % – sur le Québec.

GRAPHIQUE 3
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES
POUVOIRS D’ACHAT EN 2019

PIB par habitant en dollars canadiens
de 2019 à parité des pouvoirs d’achat



LA PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT

Pour être en mesure de comparer le niveau de vie du Québec à celui de certains autres pays, on doit s'assurer de comparer la performance des pays dans une monnaie commune. L'objectif est ici fort simple : savoir que le PIB par habitant de la Suède s'élevait à 488 504 couronnes par habitant en 2019 n'est pas très révélateur lorsqu'on cherche à déterminer si le Québec accuse un retard économique en affichant un niveau de vie de 54 159 \$ par habitant.

Pour convertir les niveaux de vie dans une monnaie commune, on peut utiliser un taux de change du marché, soit le taux à partir duquel une banque convertira les dollars en vue d'un déplacement à l'extérieur du Canada. Si cette approche a l'avantage d'être simple dans son application, elle comporte en revanche des limites importantes. Les taux de change du marché sont notamment sujets à des variations soudaines qui peuvent parfois s'avérer importantes. Dans la mesure où ces variations peuvent n'avoir aucun lien avec les conditions économiques d'un pays, elles pourraient biaiser les comparaisons internationales. Plus important encore, le taux de change du marché ne prend pas en considération le pouvoir d'achat de chaque devise, de sorte qu'on ne considère pas la quantité de biens et services qu'un dollar canadien peut acheter par rapport à une autre devise.

Pour corriger cette importante limite, certains organismes tels que l'OCDE publient des taux de change de parité des pouvoirs d'achat. Ces taux de change tiennent compte des écarts dans le coût de la vie en mesurant le pouvoir d'achat des devises à partir d'un panier de biens normalisé. Les taux de change de parité des pouvoirs d'achat comparent donc la quantité de monnaie nationale nécessaire pour acheter une quantité déterminée de biens et services, quel que soit le pays. Il est ainsi possible d'évaluer les niveaux de vie en évacuant les différences de prix qui séparent les pays.

Ce faisant, on constate que les 488 504 couronnes suédoises par habitant se traduisent en un niveau de vie de 66 679 \$ canadiens par habitant une fois converties à parité des pouvoirs d'achat. Ce niveau est légèrement inférieur à celui obtenu si on avait employé un taux de change du marché (68 529 \$CA par habitant), ce qui indique un coût de la vie légèrement supérieur en Suède.

POURQUOI 20 PAYS?

Les pays qui composent le groupe OCDE20 ont été retenus selon l'accessibilité aux données historiques. Sur les 37 pays membres de l'OCDE, 20 pays ont ainsi été retenus pour les fins de l'analyse. La Grèce, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la République slovaque, la Pologne, la Turquie, le Luxembourg, le Chili, la Colombie, le Mexique et Israël ne font pas partie de ce classement.

UNE DYNAMIQUE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

En comparant la progression de l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec de la moyenne OCDE20 (Graphique 4), on constate que la nature du retard qui entrave la croissance de l'économie québécoise a évolué à travers le temps.

Au cours des décennies 80 et 90, l'écart entre le Québec et la moyenne OCDE20 s'est d'abord accru parce que la province a été plus durement touchée par deux récessions (bandes bleues). Une fois les récessions passées, l'économie québécoise reprenait une cadence plus ou moins similaire à celle des pays qui composent le groupe OCDE20, ce qui permettait au Québec de limiter la progression de l'écart.

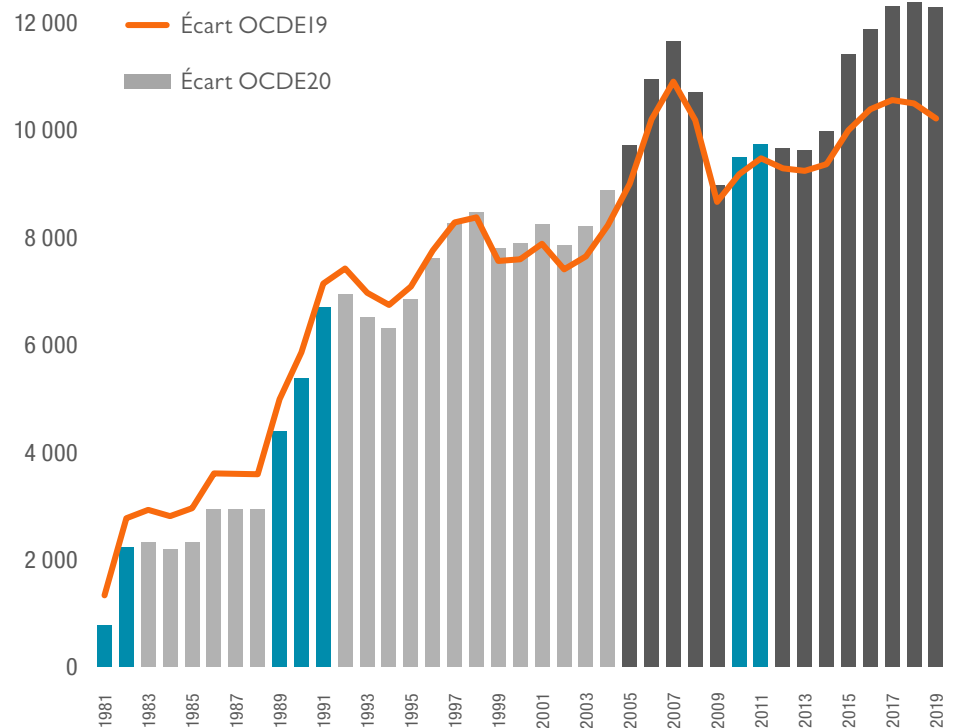
Au tournant des années 2000, cette tendance s'est inversée, et l'écart de niveau de vie avec la moyenne OCDE20 s'est accru sans que la conjoncture économique ne soit en cause. L'écart de niveau de vie avec la moyenne OCDE20 s'est ainsi accru de 47 % entre 2002 et 2007 sans que le Québec ne soit confronté à une récession. *A priori*, les fondements de l'économie québécoise ne lui auraient pas permis de suivre la cadence des autres pays, ce qui laisse présager la présence d'un problème structurel. Le fait que le Québec ait été somme toute épargné par la récession de 2008 a par la suite réduit temporairement l'écart avec la moyenne OCDE20. Une fois que la reprise s'est concrétisée du côté de l'OCDE, l'écart s'est de nouveau accru.

Notons que cette reprise a été largement stimulée par l'Irlande, qui a vu son niveau de vie augmenter de plus de 50 % entre 2014 et 2019 en raison, notamment, de changements apportés dans sa comptabilité. Quoiqu'amoindrie, la tendance reste néanmoins la même lorsqu'on retire l'Irlande du calcul de la moyenne : l'écart avec le Québec s'est accru une fois les effets de la récession dissipés.

GRAPHIQUE 4

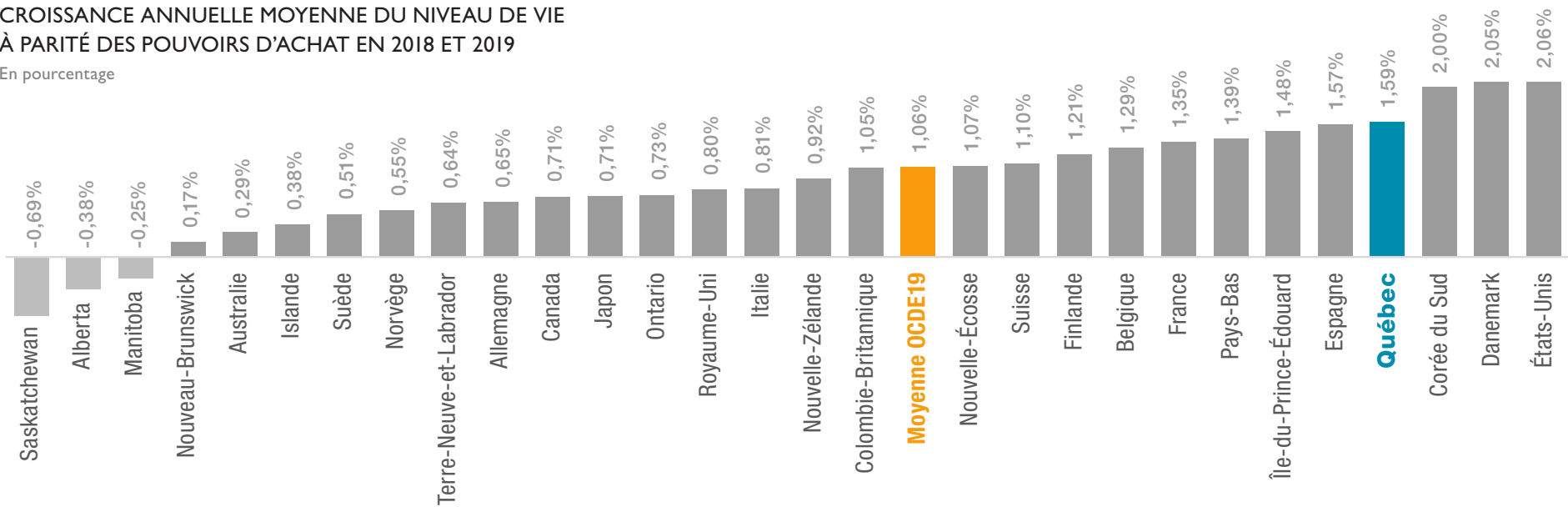
ÉVOLUTION DE L'ÉCART DE NIVEAU DE VIE ENTRE LE QUÉBEC ET LA MOYENNE OCDE20 ENTRE 1981 ET 2019

PIB par habitant en dollars canadiens de 2019 à parité des pouvoirs d'achat



Ceci étant dit, les deux dernières années semblent avoir été particulièrement profitables pour le Québec. Avec une croissance annuelle moyenne de 1,6 % de son niveau de vie en 2018 et 2019, la province n'a été devancée que par la Corée du Sud, le Danemark et les États-Unis (Graphique 5). La mise en veille de l'économie pour freiner la pandémie de COVID-19 aura toutefois stoppé net cette embellie.

GRAPHIQUE 5
CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU NIVEAU DE VIE
À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT EN 2018 ET 2019
En pourcentage



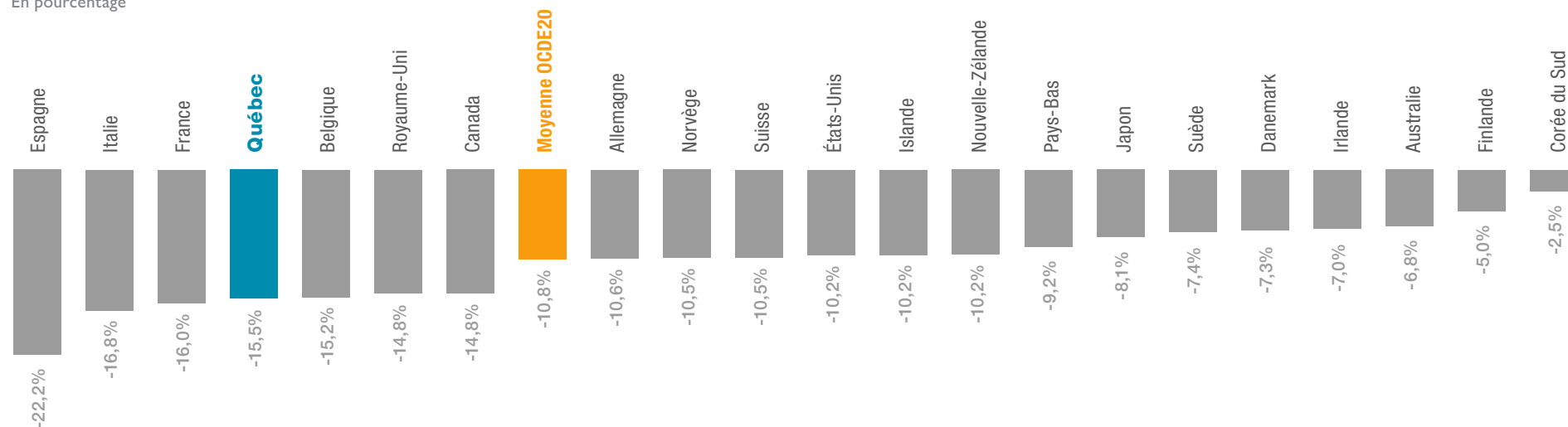
COVID-19 : UN CHOC HISTORIQUE

Au cours des six premiers mois de 2020¹, le PIB au Québec a chuté de 15,5 % en raison de la mise en veille de l'économie (Graphique 6), un choc d'une ampleur historique. Dans le groupe OCDE20, seules l'Espagne, l'Italie et la France ont encaissé une baisse plus importante au cours de cette période. Sans surprise, ces pays ont été particulièrement affectés d'un point de vue sanitaire.

GRAPHIQUE 6

CROISSANCE DU PIB AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 2020

En pourcentage



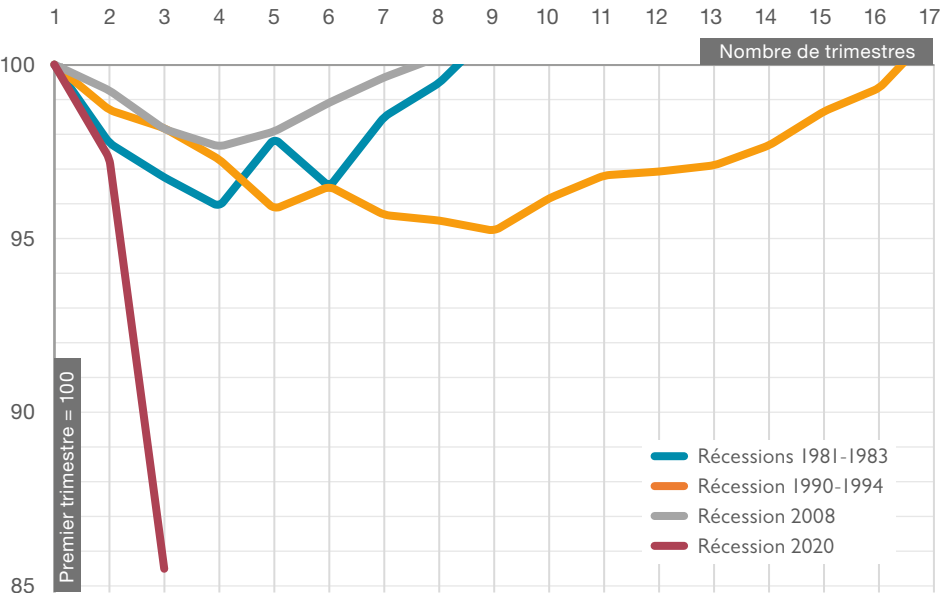
Pour prendre la pleine mesure de l'importance du choc au Québec, on peut comparer la durée et l'ampleur des récessions recensées au cours des quarante dernières années. Sur l'axe horizontal du graphique 7, on mesure ainsi le nombre de trimestres qui se sont écoulés avant que l'économie ne retrouve la valeur du PIB au sommet précédant chaque récession. Sur l'axe vertical, on mesure la déviation du PIB par rapport à ce sommet pour chacun des trimestres du cycle de récession.

S'il est évidemment trop tôt pour statuer quant à la durée de la récession en cours, cette comparaison s'avère particulièrement éloquent quant à son ampleur. Avec une baisse de près de 16 % sur les deux premiers trimestres de 2020, le choc est actuellement trois fois plus important qu'il ne l'a été lors des trois récessions précédentes. Jusqu'alors, la baisse la plus importante avait été enregistrée au cours de la récession du début des années 90. Au plus fort de cette récession, le PIB s'était alors contracté de 4,8 %.

GRAPHIQUE 7

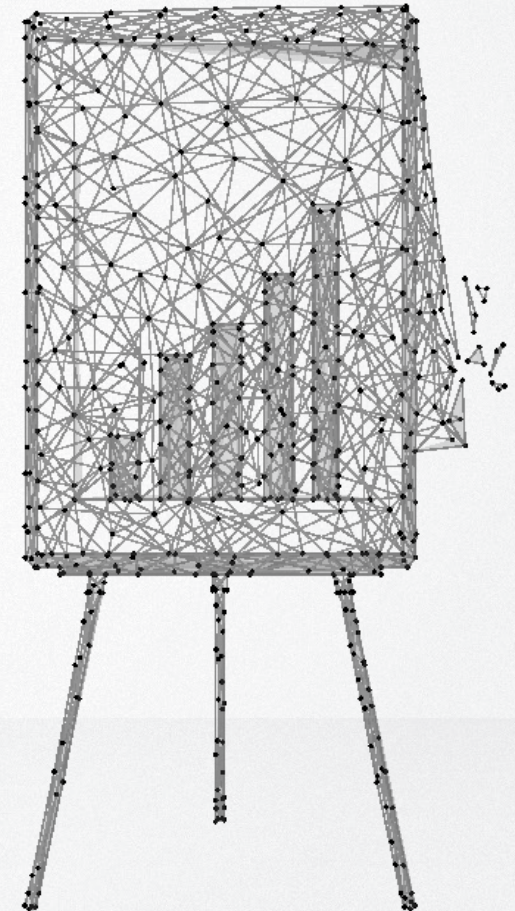
DURÉE ET AMPLEUR DES QUATRE DERNIÈRES RÉCESSIONS AU QUÉBEC

Nombre de trimestres (axe horizontal) – Premier trimestre = 100 (axe vertical)



Section 2

LE RÔLE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL



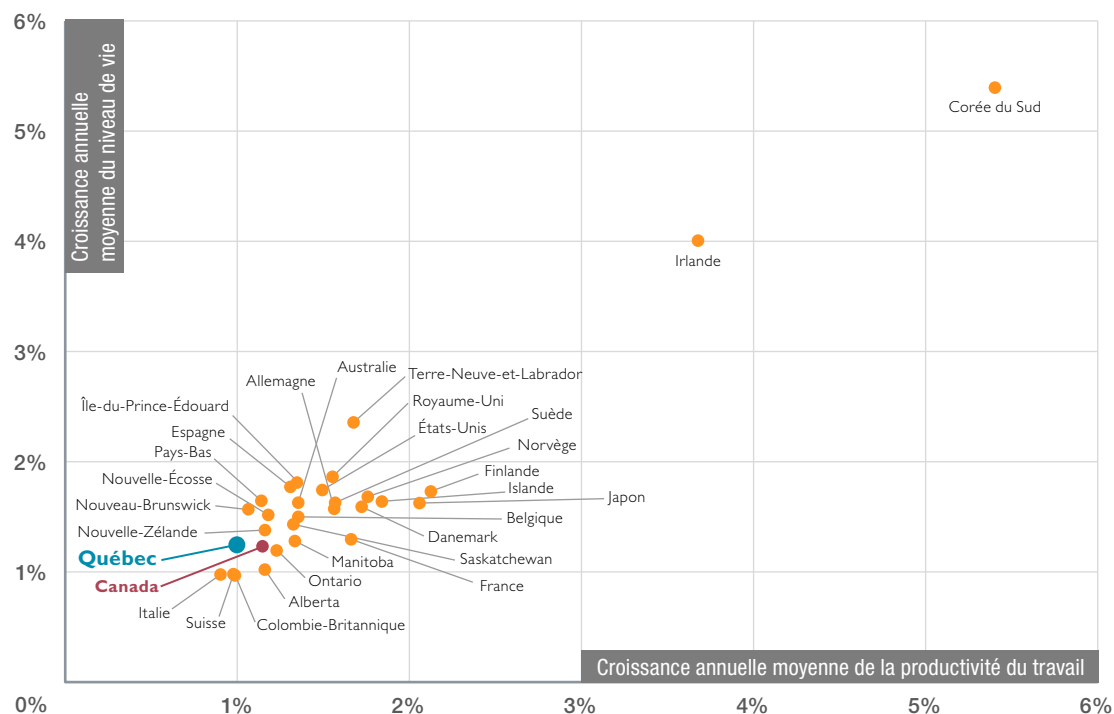
UNE QUESTION DE PRODUCTIVITÉ

Après plus de dix années de recherches sur la question, l'origine de la plus lente croissance de l'économie québécoise est non seulement connue, mais également bien documentée : la productivité du travail au Québec est trop faible. En générant en moyenne moins de richesse par heure travaillée qu'ailleurs, l'économie québécoise croît moins rapidement. Si l'origine du problème a été clairement identifiée, il n'en demeure pas moins utile d'illustrer à quel point la productivité du travail joue un rôle central dans la croissance économique. Deux approches s'offrent alors à nous.

La première met en relation les croissances annuelles moyennes de la productivité du travail et du niveau de vie enregistrées entre 1981 et 2019 par les économies analysées (Graphique 8). Le portrait qui se dégage est alors sans équivoque. D'un côté, les économies qui ont enregistré les plus fortes augmentations en matière de niveau de vie ont généralement enregistré de fortes augmentations de productivité du travail. C'est notamment le cas de l'Irlande et de la Corée du Sud, qui ont pu opérer un important rattrapage grâce aux gains de productivité enregistrés depuis le début des années 80. Inversement, les économies où la productivité du travail a progressé plus lentement ont pour la plupart été reléguées en peloton de queue en ce qui a trait à la progression de leur niveau de vie. C'est ici qu'on retrouve le Québec.

Au cours des trente-neuf dernières années, la productivité du travail de la province a progressé au rythme moyen de 1,0 % par année. Parmi les 29 autres économies analysées, seules la Suisse, l'Italie et la Colombie-Britannique ont fait pire. Même en excluant les performances exceptionnelles de la Corée du Sud et de l'Irlande, la progression moyenne de la productivité du travail au sein du groupe OCDE20 s'est avérée 1,5 fois plus rapide qu'ici. Avec un tel écart, il n'y a pas de quoi s'étonner que le Québec se soit laissé distancer.

GRAPHIQUE 8
CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DE LA PRODUCTIVITÉ
DU TRAVAIL ET DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2019
En pourcentage



La seconde approche permet de chiffrer l'apport de la productivité du travail dans la croissance du niveau de vie. Pour ce faire, on utilise une équation simple où le niveau de vie est déterminé par trois facteurs :

- La productivité du travail, qui mesure la richesse générée en moyenne par heure travaillée;
- L'intensité du travail, qui évalue le nombre moyen d'heures travaillées par emploi;
- Le taux d'emploi, qui mesure la proportion de la population qui détient un emploi.

En somme, le niveau de vie d'une économie est déterminé en fonction de l'efficacité avec laquelle elle génère de la richesse (productivité du travail), de la proportion de la population qui travaille (taux d'emploi) et du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi (intensité du travail). De fait, une société dispose **en théorie** de trois leviers pour stimuler la croissance de son niveau de vie :

- Travailler plus efficacement en augmentant la richesse générée par chaque heure travaillée;
- Travailler plus longtemps en augmentant la durée moyenne du temps passé au travail;
- Travailler davantage en augmentant le nombre d'emplois.

En décomposant la croissance du niveau de vie dans les pays du groupe OCDE20 et les provinces canadiennes selon cette équation (Tableau 1 page suivante), on constate toutefois qu'**à long terme, seule la productivité compte**.

FIGURE I
LES TROIS DÉTERMINANTS
DU NIVEAU DE VIE

$$\begin{array}{ccccccc}
 \text{NIVEAU DE VIE} & = & \text{PRODUCTIVITÉ} & \times & \text{INSTENSITÉ} & \times & \text{TAUX D'EMPLOI} \\
 & & \text{DU TRAVAIL} & & \text{DU TRAVAIL} & & \text{GLOBAL} \\
 \\
 \frac{\text{PIB}}{\text{POPULATION}} & = & \frac{\text{PIB}}{\text{HEURES TRAVAILLÉES}} & \times & \frac{\text{HEURES TRAVAILLÉES}}{\text{NOMBRE D'EMPLOIS}} & \times & \frac{\text{NOMBRE D'EMPLOIS}}{\text{POPULATION}}
 \end{array}$$

En moyenne, la productivité du travail a expliqué près de 95 % de l'augmentation du niveau de vie parmi les 30 économies analysées entre 1981 et 2019. L'augmentation du taux d'emploi aurait en parallèle contribué à l'accroissement du niveau de vie dans la vaste majorité des économies étudiées, l'effet ayant toutefois été atténué par une tendance de fond : la diminution de l'intensité du travail. On notera à ce sujet que seuls les États-Unis et la Suède ont enregistré une hausse du nombre d'heures travaillées par emploi entre 1981 et 2019.

En se focalisant sur le Québec, on constate que la province a enregistré l'une des plus faibles augmentations absolues en termes de niveau de vie. Avec une augmentation totale de 20 321 \$CA/hab., le Québec ne dépasse que l'Italie et la Colombie-Britannique. Sans surprise, la contribution de la productivité du travail (16 287\$CA/hab. ou 80 %) est l'une des plus faibles parmi les 30 économies analysées. Seuls le Nouveau-Brunswick et l'Italie ont enregistré des contributions plus faibles.

Comme ce fut le cas dans la vaste majorité des pays, la diminution de l'intensité du travail au Québec a ralenti la croissance économique de 4 136 \$CA/hab. entre 1981 et 2019. En contrepartie, l'augmentation de la participation au marché du travail a contribué à stimuler la croissance de l'économie québécoise. À elle seule, l'augmentation du taux d'emploi a généré une augmentation de 8 170 \$CA/hab. du niveau de vie du Québec depuis 1981. Cet apport est 33 % plus important que celui observé en moyenne parmi les 30 économies analysées.

TABLEAU I
SOURCES DE LA CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS
D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2019

PIB par habitant en dollars canadiens de 2019 à parité des pouvoirs d'achat

VARIATION DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2019		VARIATION DU NIVEAU DE VIE EXPLIQUÉE PAR:		
		LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL	L'INTENSITÉ DU TRAVAIL	LE TAUX D'EMPLOI GLOBAL
IRLANDE	81 902	75 284	-9 118	15 736
CORÉE DU SUD	44 402	44 560	-8 322	8 164
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	39 664	28 288	-3 006	14 383
NORVÈGE	37 452	39 127	-7 445	5 769
ÉTATS-UNIS	37 349	32 142	1 041	4 166
ISLANDE	33 106	37 138	-7 452	3 419
PAYS-BAS	32 837	22 799	-4 096	14 134
DANEMARK	32 410	35 069	-6 129	3 470
AUSTRALIE	30 641	25 521	-3 173	8 293
SUÈDE	30 580	29 471	2 715	-1 606
ALLEMAGNE	30 068	29 880	-11 151	11 339
SASKATCHEWAN	29 525	27 339	-4 519	6 706
FINLANDE	29 390	36 028	-5 142	-1 496
ROYAUME-UNI	29 336	24 499	-781	5 619
BELGIQUE	28 314	25 841	-3 335	5 808
SUISSE	26 237	26 676	-9 433	8 994
ALBERTA	25 909	29 410	-6 018	2 517
ESPAGNE	24 513	18 147	-4 085	10 451
JAPON	23 662	29 915	-9 568	3 315
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	23 652	17 630	-2 027	8 049
CANADA	22 878	21 283	-3 735	5 330
FRANCE	22 695	29 055	-7 935	1 575
ONTARIO	22 265	22 892	-3 041	2 415
NOUVEAU-BRUNSWICK	21 972	14 944	-1 006	8 033
NOUVELLE-ZÉLANDE	21 210	17 865	-296	3 641
NOUVELLE-ÉCOSSE	20 937	16 301	-2 844	7 480
MANITOBA	20 656	21 532	-3 593	2 718
QUÉBEC	20 321	16 287	-4 136	8 170
COLOMBIE-BRITANNIQUE	18 613	18 964	-3 918	3 567
ITALIE	16 295	15 068	-3 567	4 794

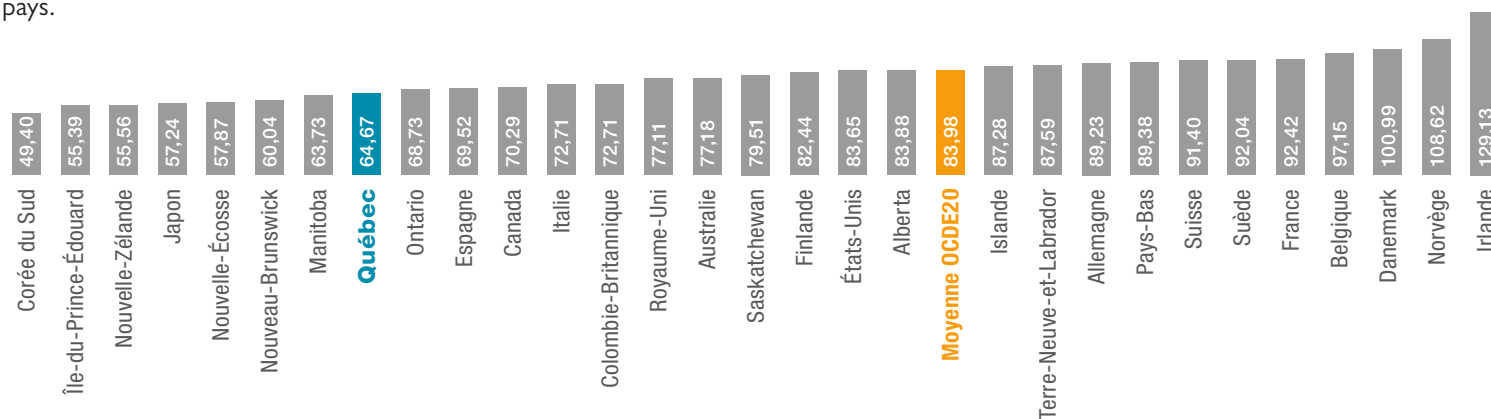
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL:

LE SEUL VÉRITABLE LEVIER DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

En conséquence d'une croissance particulièrement faible de sa productivité pendant près de 40 ans, le Québec affichait en 2019 l'un des plus faibles niveaux de productivité du travail parmi les 30 économies analysées (Graphique 9). Avec une productivité du travail de 64,67 \$CA/h, le Québec ne devançait que la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, le Japon, le Manitoba et les trois provinces maritimes. Et en comparaison, la productivité du travail moyenne au sein du groupe OCDE20 était 30 % plus élevée qu'ici. C'est donc dire que ces pays dégageaient en moyenne tout près de 20,00 \$CA de plus que le Québec pour chaque heure travaillée. Face à un tel écart, on ne peut se surprendre que la province peine à suivre la cadence des autres pays.

GRAPHIQUE 9
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL EN 2019

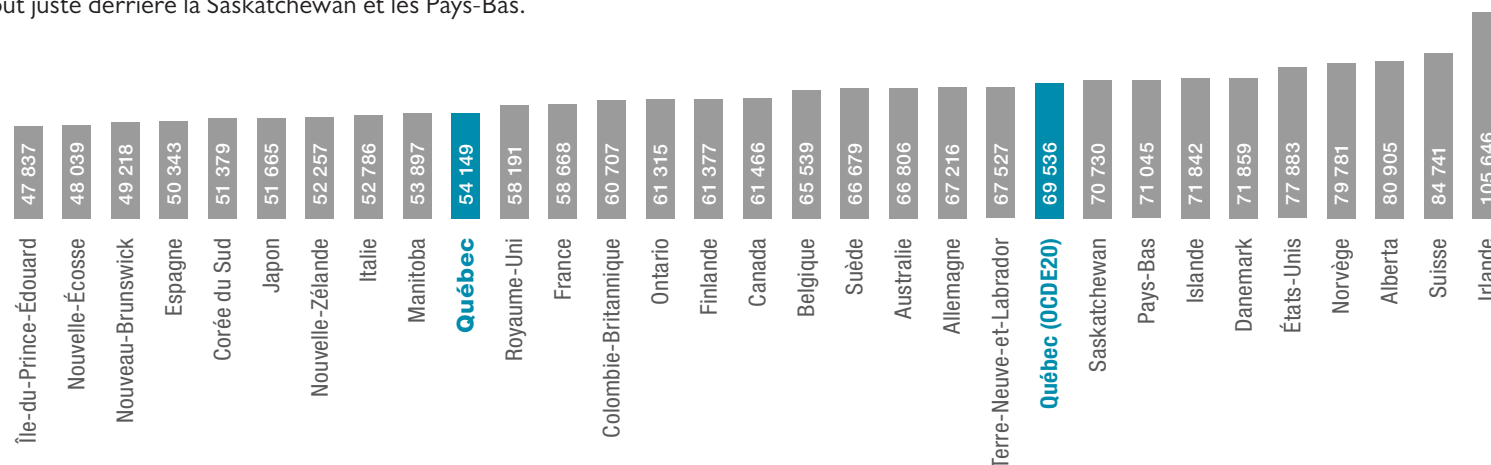
PIB par heure travaillée en dollars canadiens à parité des pouvoirs d'achat



Pour mieux jauger l'impact de la faible croissance de la productivité québécoise, supposons que celle-ci avait progressé à un rythme similaire à celui observé en moyenne au sein du groupe OCDE20 depuis 1981. En considérant toutes choses comme étant égales par ailleurs, le niveau de vie au Québec serait aujourd'hui 28 % plus élevé. En d'autres termes, l'économie québécoise générerait environ 15 300 \$CA de plus par habitant qu'elle ne le fait actuellement (Graphique 10). Le Québec se classerait alors dans la portion supérieure du classement des niveaux de vie, tout juste derrière la Saskatchewan et les Pays-Bas.

GRAPHIQUE 10
NIVEAU DE VIE EN 2019

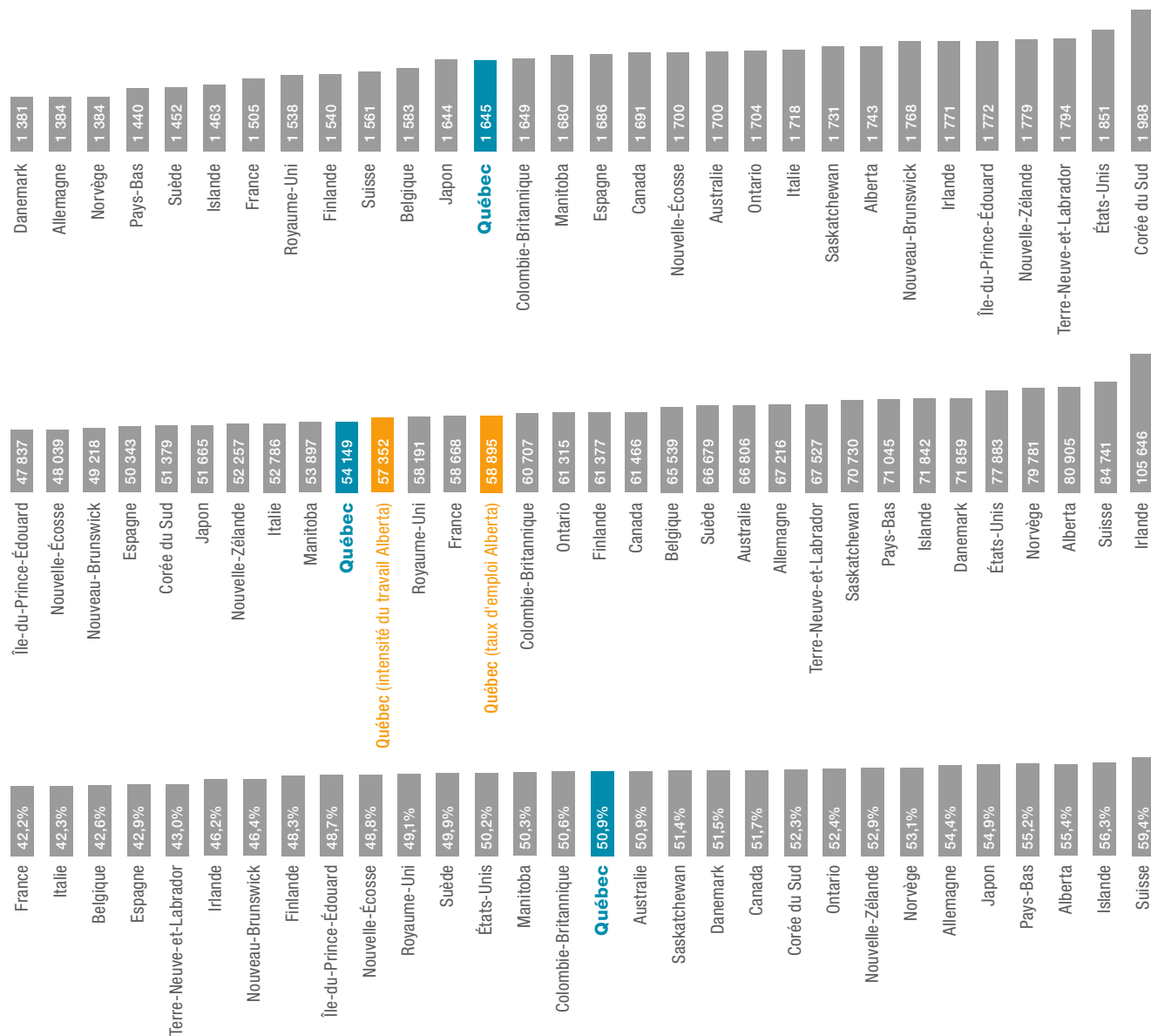
PIB par habitant en dollars canadiens à parité des pouvoirs d'achat





En comparaison, les gains en termes de niveaux de vie ne seraient pas aussi importants si le Québec travaillait plus intensivement (Graphique 11), ou si le taux de participation au marché du travail y était plus élevé (Graphique 12).

Avec une intensité du travail similaire à celle de l'Alberta, l'une des plus élevées au Canada, le niveau de vie au Québec serait à peine 5,9 % plus élevé qu'il ne l'est actuellement (Graphique 12), un gain plutôt modeste considérant que près de 100 heures de travail additionnelles s'ajouteraient à chaque emploi. Le constat est le même du côté du taux d'emploi. En supposant que la participation au marché du travail au Québec était identique à celle de l'Alberta, le niveau de vie au Québec n'augmenterait que de 4 746 \$ par habitant – soit une augmentation d'environ 8,8 % par rapport au niveau actuel. À nouveau, il s'agirait d'un gain relativement modeste considérant qu'une partie de la population inactive devra réintégrer le marché du travail pour atteindre un tel taux d'emploi.



GRAPHIQUE 11
INTENSITÉ DU TRAVAIL EN 2019
Nombre d'heures travaillées par emploi

GRAPHIQUE 12
NIVEAU DE VIE EN 2019
PIB par habitant en dollars canadiens
à parité des pouvoirs d'achat

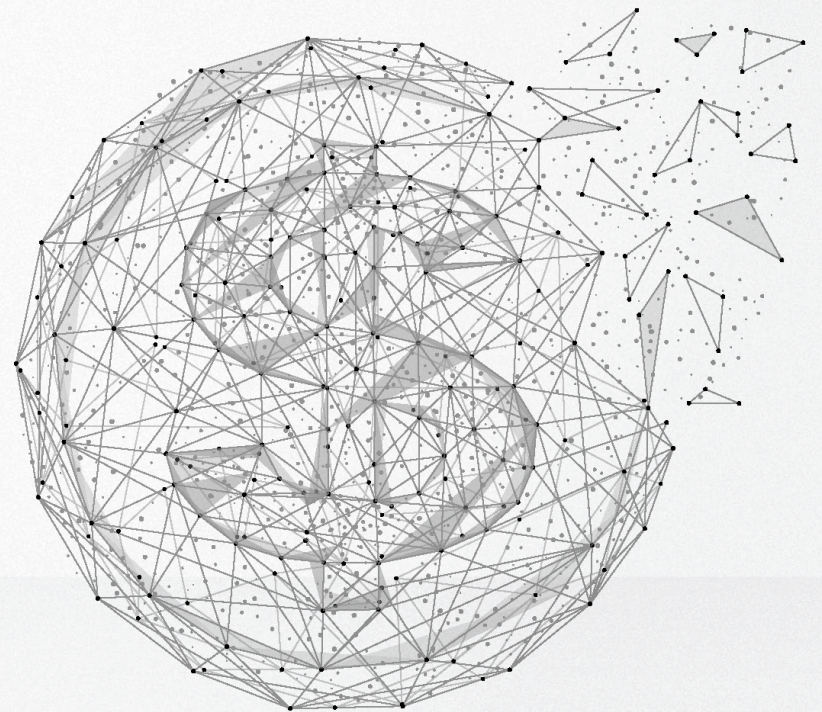
GRAPHIQUE 13
TAUX D'EMPLOI GLOBAL EN 2019
Nombre d'emplois dans la population totale

Au bout du compte, le constat est sans équivoque. Pour améliorer durablement la prospérité économique de la province, il ne s'agit pas simplement de travailler plus fort ou plus longtemps; il faut travailler mieux. Autrement dit : seule la productivité compte. Dans un contexte où le Québec affronte la plus importante crise économique de son histoire contemporaine, l'enjeu de la productivité devrait donc se trouver au centre des préoccupations entourant la relance.

Section 3

POURQUOI SE PRÉOCCUPER DE LA FAIBLESSE RELATIVE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC?

Compte tenu qu'ils jouissent d'une qualité de vie enviable à plusieurs égards, les Québécois doivent-ils réellement se préoccuper du faible niveau de vie de leur province ? La réponse est sans équivoque : oui. Année après année, ce retard affecte directement la population en réduisant la capacité financière de leurs gouvernements à fournir des biens et services publics, mais également en limitant sa capacité à consommer et à épargner.



UN FREIN À LA CAPACITÉ DES MÉNAGES À ÉPARGNER ET À CONSOMMER

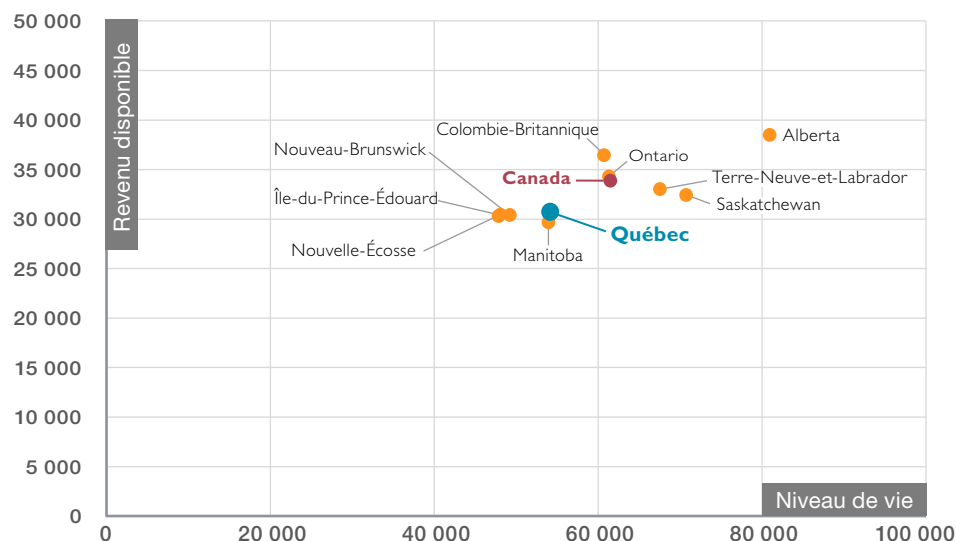
Dans un contexte où le niveau de vie est d'abord et avant tout une mesure de prospérité économique qui n'offre que peu de renseignements sur la qualité de vie des citoyens ou sur la manière dont la richesse est distribuée dans l'économie, les Québécois pourraient être tentés de minimiser les conséquences du faible niveau de vie de leur province. Pourtant, ils ont été directement affectés par la faible prospérité économique du Québec.

Tel qu'illustré au graphique 14, le revenu disponible des ménages canadiens – soit le montant moyen, net d'impôts, à leur disposition pour consommer et épargner – est intrinsèquement lié au niveau de vie de leur province : plus le niveau de vie est élevé, plus les habitants disposent de ressources financières pour consommer et épargner (Graphique 14). Compte tenu de la faible prospérité économique de leur province, les Québécois disposent donc d'un revenu disponible inférieur à celui de la plupart des habitants des autres provinces canadiennes. En 2019, les Québécois disposaient ainsi de 3 137 \$ de moins qu'un Canadien moyen pour consommer et épargner (Graphique 15). Il s'agit d'une différence considérable sachant qu'au début des années 80, cet écart était de 1 862 \$ par habitant.

GRAPHIQUE 14

NIVEAU DE VIE ET REVENU DISPONIBLE AU CANADA EN 2019

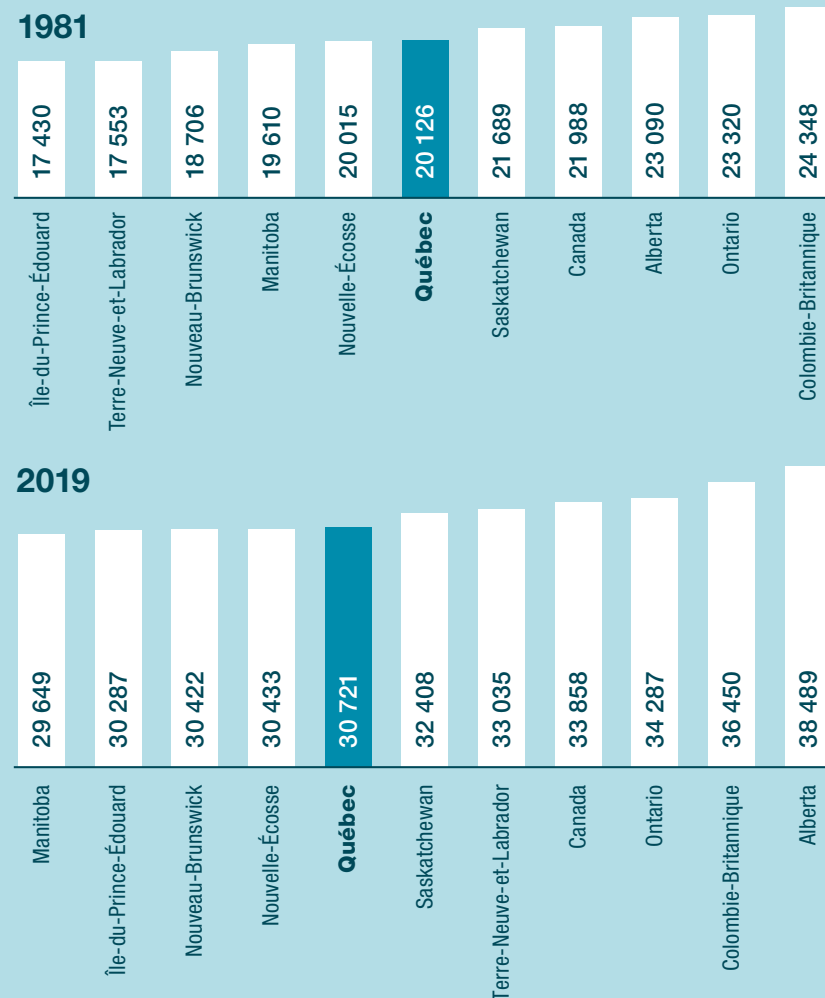
En dollars canadiens par habitant



GRAPHIQUE 15

REVENU DISPONIBLE EN 1981 ET 2019 AU CANADA

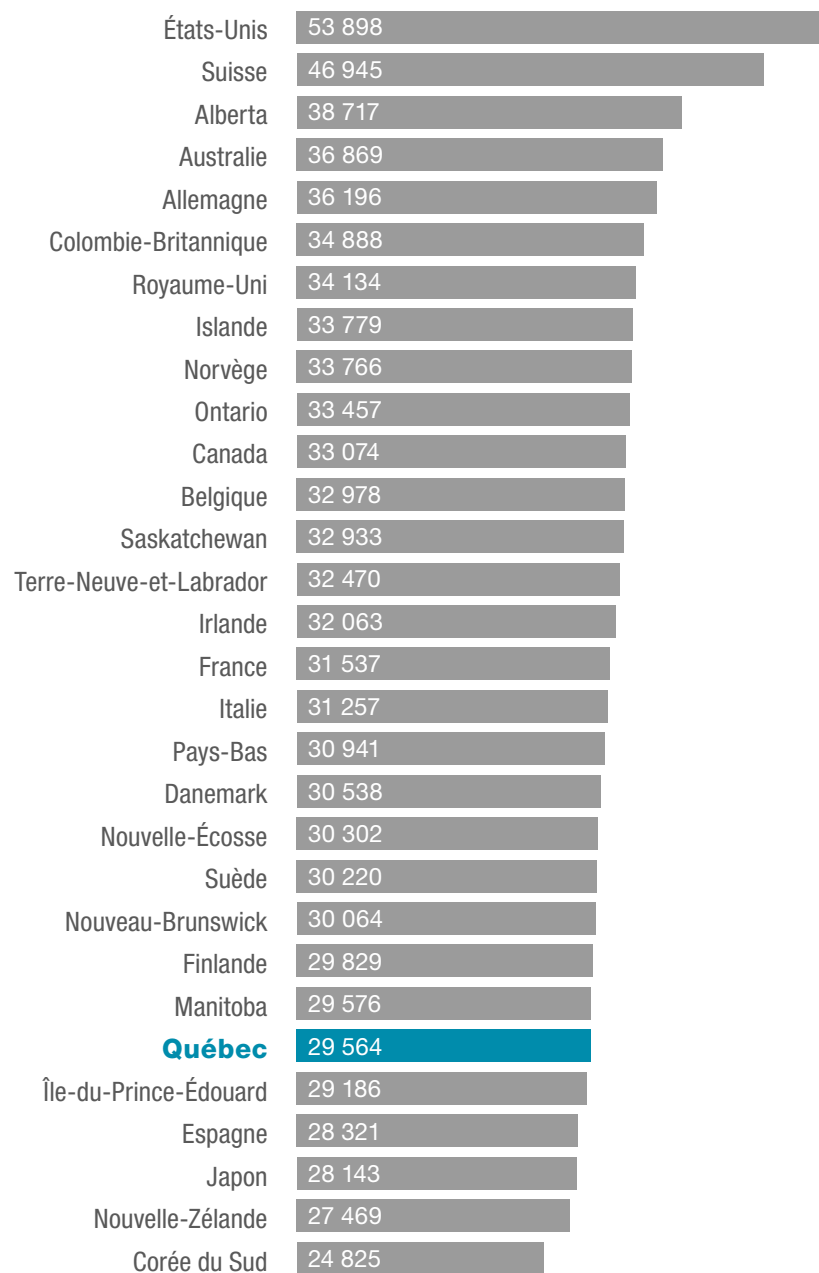
En dollars canadiens de 2019 par habitant



Notons au passage que ce constat n'est guère différent lorsqu'on étend la comparaison des revenus disponibles à l'échelle internationale (Graphique 16).² Si le classement diffère quelque peu de celui du niveau de vie en raison de la disparité des régimes fiscaux comparés – c'est entre autres ce qui explique pourquoi le haut du classement est dominé, et de loin, par les États-Unis, et pourquoi la Finlande se situe dans le bas du classement – une constat demeure : le Québec est à nouveau situé en peloton de queue.

GRAPHIQUE 16
REVENU DISPONIBLE EN 2018

En dollars canadiens par habitant à parité des pouvoirs d'achat



À ce stade-ci, on pourrait toujours douter de l'incidence de la prospérité économique du Québec sur sa population en invoquant la question de la redistribution de la richesse. En somme, le revenu moyen serait peut-être moins élevé au Québec, mais la richesse serait en revanche plus équitablement distribuée dans la population. Quoique séduisante, cette hypothèse n'en demeure pas moins erronée.

D'entrée de jeu, on doit savoir que cette hypothèse repose sur un fait avéré : grâce à l'intervention de l'État, les écarts de richesse sont moins importants au Québec. Pour l'illustrer, on n'a qu'à comparer la distribution du revenu dans la population avant et après que l'État ait assuré sa mission de redistribution.

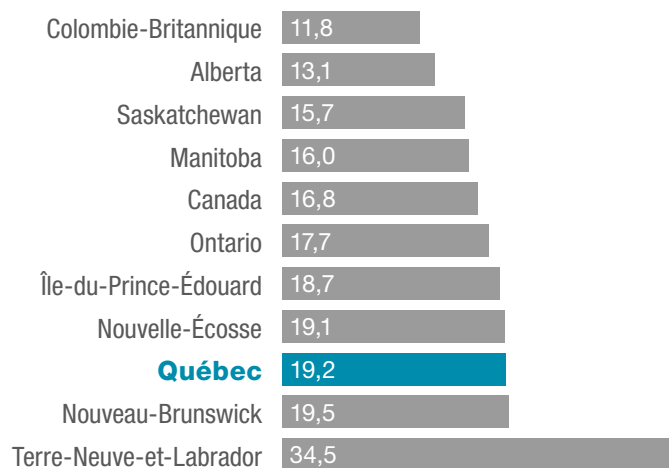
En comparant d'abord le revenu de marché moyen par quintile (Graphique 17), soit le revenu moyen avant la perception des impôts et le versement des transferts gouvernementaux, on constate qu'un important clivage sépare la population du Québec. Selon les données de 2018 – les plus récentes à ce niveau de désagrégation – le revenu de marché moyen des 20 % les plus riches était 19,2 fois plus grand que celui des 20 % les plus pauvres. Autrement dit, la portion de la population la plus fortunée disposait de ressources pratiquement 20 fois plus importantes que la portion de la population la plus pauvre. Seules deux provinces présentaient un ratio plus élevé. Notons qu'en comparaison, l'Alberta se positionnait en modèle avec un ratio de 13,1.

Une fois qu'on considère la distribution après que le gouvernement ait prélevé des impôts et redistribué la richesse par ses transferts (Graphique 19), le portrait change considérablement. Le ratio entre le revenu des 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres au Québec passe alors à 4,4, ce qui signifie que les sommes à la disposition des plus riches pour consommer et épargner sont désormais 4,4 fois plus importantes que chez la portion de la population la plus pauvre. Seuls le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard présentent un écart plus faible. Le Québec se situe par ailleurs loin de l'Ontario, qui occupe le bas du classement avec un ratio de 5,3.

Apparemment, tout porte à croire que le gouvernement assume sa mission de redistribution avec brio. Doit-on en conclure que les Québécois s'en tirent mieux ? Pas vraiment.

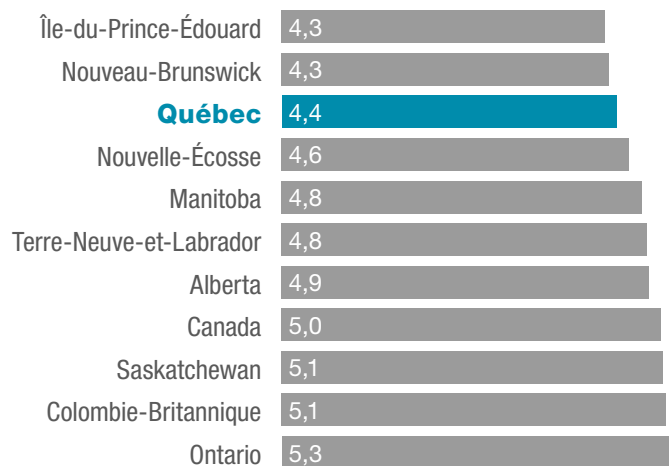
GRAPHIQUE 17

RATIO ENTRE LE REVENU DE MARCHÉ DES 20% LES PLUS RICHES PAR RAPPORT AUX 20% LES PLUS PAUVRES EN 2018



GRAPHIQUE 18

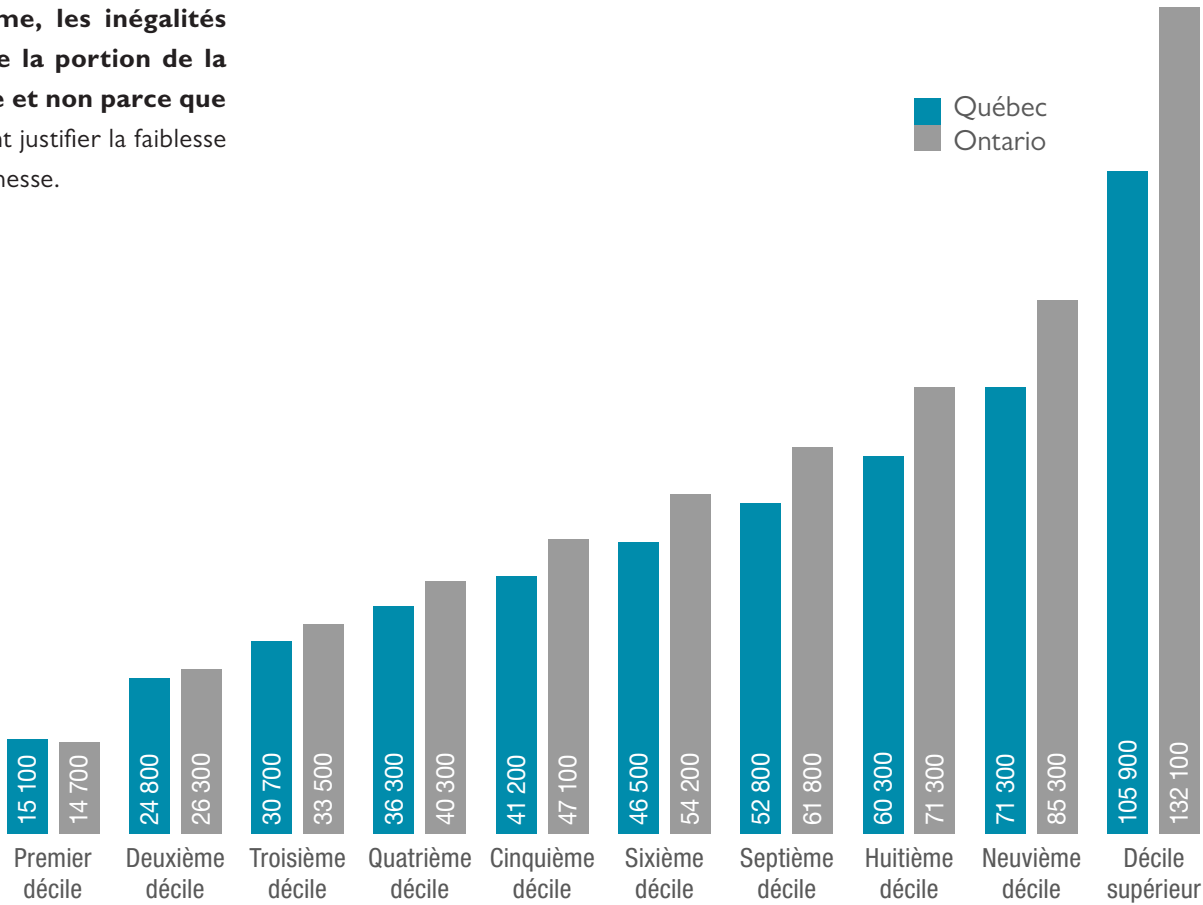
RATIO ENTRE LE REVENU DISPONIBLE DES 20% LES PLUS RICHES PAR RAPPORT AUX 20% LES PLUS PAUVRES EN 2018



S'il est vrai que les inégalités de revenus sont moins importantes au Québec qu'en Ontario notamment, ce résultat tend à éluder une réalité pour le moins préoccupante : en moyenne, 90 % des ménages québécois ont un revenu disponible inférieur à leurs homologues ontariens.

Tel qu'illustré au graphique 19, seuls les ménages du premier décile – les 10 % les plus pauvres – ont un revenu disponible légèrement supérieur à leurs équivalents de l'Ontario. Dans les autres déciles, le revenu disponible des Ontariens est systématiquement plus élevé que celui de leur équivalent québécois. De plus, l'écart tend à s'accroître à mesure que l'on progresse dans la distribution. Ainsi, les ménages ontariens les plus fortunés ont un revenu disponible 25 % plus élevé que leurs équivalents au Québec, ce qui représente une différence d'approximativement 26 000 \$ de plus pour consommer et épargner. **En somme, les inégalités sont plus faibles au Québec qu'en Ontario parce que la portion de la population la plus riche dispose d'un revenu plus faible et non parce que les pauvres sont mieux nantis.** Ainsi, on peut difficilement justifier la faiblesse du revenu disponible par une meilleure redistribution de la richesse.

GRAPHIQUE 19
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES EN 2018
En dollars canadiens par habitant



UN ÉTAT PLUS LOURD, ET MOINS GÉNÉREUX

En plus de ses effets sur le revenu disponible, la faible prospérité économique de la province affecte également le quotidien des Québécois à travers ses effets sur la capacité de leur gouvernement à financer ses missions. L'assiette fiscale de la province étant nécessairement plus petite, le gouvernement dispose de ressources limitées pour se financer. Il en résulte alors un état plus lourd, et souvent moins généreux.

Pour illustrer cette réalité, on peut comparer le poids des dépenses des administrations publiques dans le PIB à leur valeur par habitant.³

Avec un poids relatif estimé à 47,6 % du PIB en 2018 (Graphique 20), le Québec se positionne dans la portion supérieure du classement, à quelques rangs du Danemark et de la Finlande, et devant la Suède et la Norvège. Le Québec se positionne par ailleurs loin devant l'Irlande, qui occupe le bas du classement avec des dépenses gouvernementales évaluées à 24,7 % de son PIB.

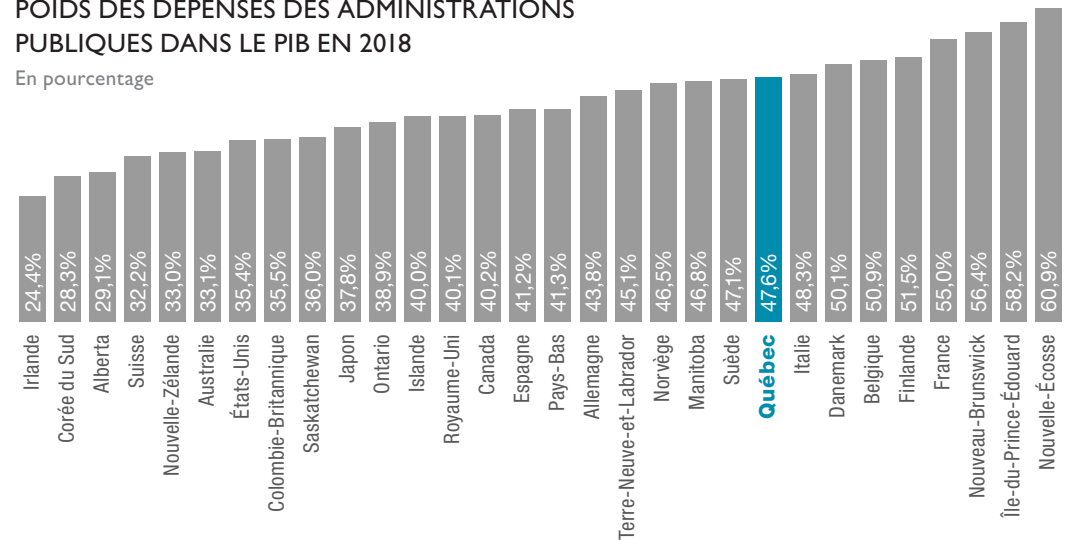
Le ton est différent lorsqu'on évalue ces mêmes dépenses par rapport à la population (Graphique 21). Avec des dépenses publiques de 24 998 \$CA/hab., le Québec perd dix rangs et se retrouve à parité avec l'Irlande. En outre, un écart de près de 21 % sépare désormais le Québec de la Suède. Malgré un poids inférieur, les administrations publiques suédoises dépensent donc 5 358 \$CA de plus par habitant que leurs homologues du Québec.

Cet écart est une conséquence directe de la faible prospérité économique du Québec. La richesse générée étant toute proportion gardée moins importante, l'État pèse plus lourdement dans l'économie même si ses dépenses sont proportionnellement plus faibles. Autrement dit, la marge de manœuvre du gouvernement est limitée par la taille de son économie.

En augmentant durablement la prospérité économique de la province, le Québec parviendra à financer davantage de biens et services publics sans que le poids de l'État ne s'accroisse, ou alors il maintiendra la même offre pour un poids inférieur. Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'ensemble de la société qui en sortira gagnante, que ce soit à travers des programmes plus nombreux ou de meilleure qualité, des transferts plus importants, ou alors par l'entremise d'une fiscalité moins imposante.

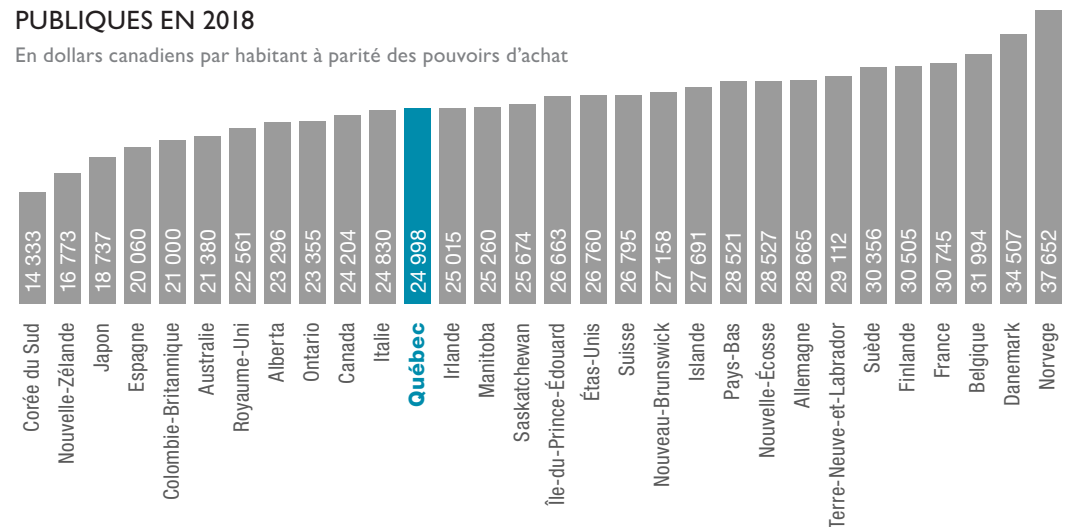
GRAPHIQUE 20
POIDS DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES DANS LE PIB EN 2018

En pourcentage



GRAPHIQUE 21
DÉPENSES PAR HABITANT DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES EN 2018

En dollars canadiens par habitant à parité des pouvoirs d'achat



Le constat est donc sans appel : faute d'une prospérité économique plus élevée, la vaste majorité des ménages québécois disposent de moins d'argent pour consommer et épargner. Et peu importe l'efficacité avec laquelle le gouvernement assume sa mission de redistribution, ce constat demeurera le même tant et aussi longtemps que la prospérité économique du Québec demeurera plus faible.



Section 4

COVID-19 :

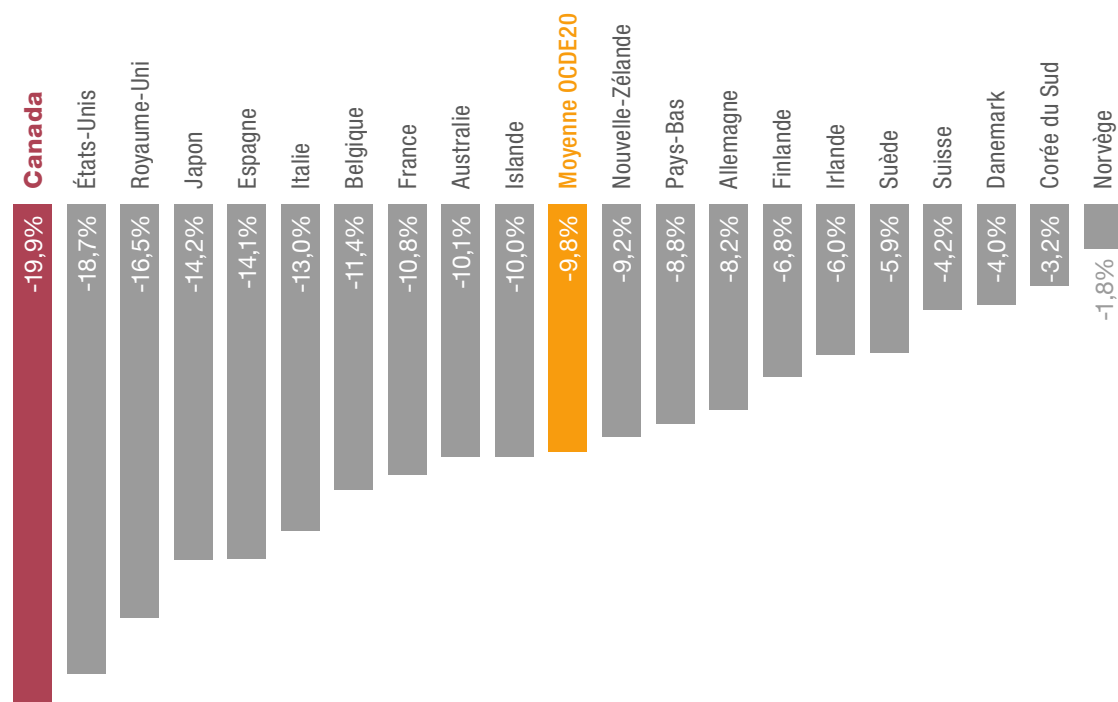
AUX GRANDS MAUX, LES GRANDS REMÈDES



S'il est trop tôt pour prendre la pleine mesure de la crise économique associée à la pandémie de COVID-19, le portrait demeure suffisamment précis pour comprendre que l'année 2020 laissera une marque indélébile sur les finances publiques du pays. En tenant compte des dépenses engrangées par tous les paliers de gouvernement pour faire face à la pandémie, le Canada devrait enregistrer le plus important déficit budgétaire au sein du groupe OCDE20 en 2020 (Graphique 22). Estimé à 19,9 % du PIB du pays, le poids des déficits cumulés par les administrations publiques du pays devrait être deux fois plus important que la moyenne OCDE20.

GRAPHIQUE 22

SOLDE BUDGÉTAIRE 2020-2021 EN PROPORTION DU PIB DES PAYS OCDE20*



* Les données sur le solde budgétaire des administrations publiques proviennent de la plus récente mise à jour du FMI en date du 16 octobre 2020. Conséquemment, ces données n'incluent pas la hausse du déficit fédéral révélée à la fin novembre 2020 par le gouvernement du Canada dans *Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19 – Énoncé économique de l'automne 2020*.

COVID-19:

UN IMPACT MAJEUR SUR LES FINANCES DU CANADA

Au cours des années qui ont précédé la crise de 2020, les gouvernements du Québec et du Canada ont emprunté des trajectoires budgétaires diamétralement opposées. En cherchant à pérenniser l'équilibre budgétaire, le gouvernement du Québec s'est doté de la marge de manœuvre requise pour freiner la croissance de la dette publique de la province sans compromettre son offre de services. De son côté, le gouvernement fédéral a emprunté la voie inverse en utilisant l'endettement comme levier de croissance économique à court terme. Il s'agissait alors d'un important renversement de tendance, l'administration précédente ayant plutôt cherché à minimiser les conséquences de long terme de la récession de 2008 en retournant progressivement à l'équilibre budgétaire par l'entremise d'une réduction de ses dépenses de programmes (Graphique 23).

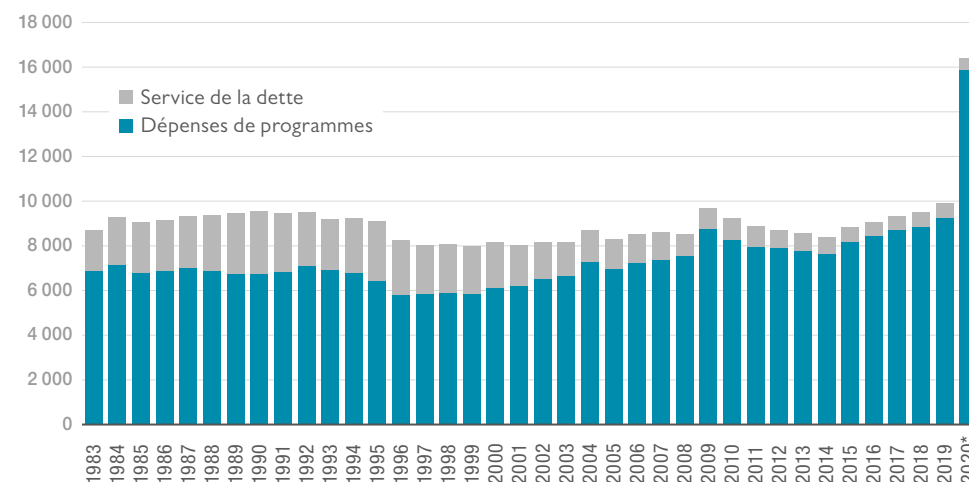
Profitant de taux d'intérêt particulièrement faibles qui réduisaient le poids budgétaire du service de la dette, le gouvernement du Canada a ainsi mené ses dépenses de programmes à un sommet historique avant la pandémie, en cumulant en contrepartie approximativement 75 milliards de dollars en déficits (Graphique 24). Lorsque la pandémie a frappé, le gouvernement du Canada ne disposait donc d'aucune marge de manœuvre pour absorber le choc. Les dépenses engrangées pour soutenir les Canadiens ont alors créé un précédent dans l'histoire des finances publiques canadiennes.

Selon les prévisions les plus récentes, les dépenses de programmes du gouvernement du Canada devraient augmenter de 71 % au cours de l'année financière en cours, et se chiffrer à près de 15 900 \$ par habitant. Autrement dit, l'intervention du gouvernement fédéral en marge de la pandémie COVID-19 aura coûté plus de 6 000 \$ par habitant lors de l'exercice 2020-2021.

En conséquence, le Canada déclarera le plus important déficit budgétaire de son histoire contemporaine. Au moment de produire ce rapport, les plus récentes prévisions faisant état d'un déficit de 381,6 milliards de dollars. Même en tenant compte de l'évolution des prix à travers le temps, ce déficit sera au moins quatre fois plus important que celui de 1984, qui faisait jusqu'alors figure de record avec un solde réel négatif de 81,1 milliards de dollars.

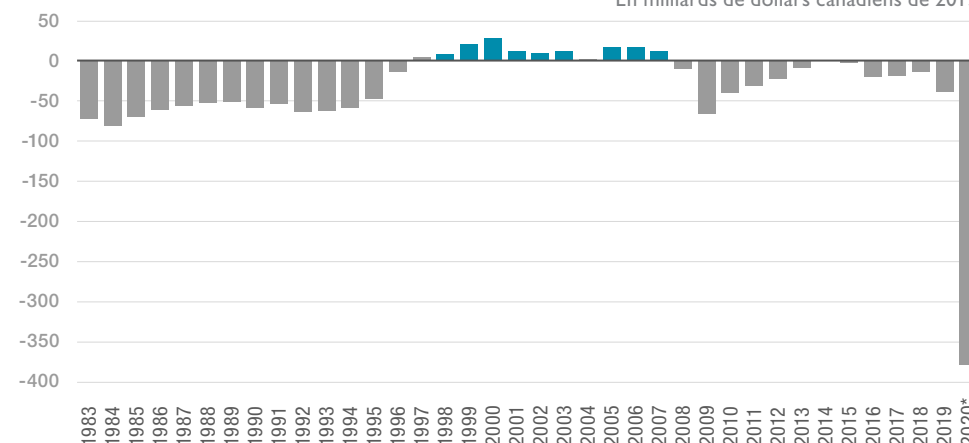
GRAPHIQUE 23
DÉCOMPOSITION DES DÉPENSES TOTALES PAR HABITANT DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En dollars canadiens de 2019 par habitant



GRAPHIQUE 24
ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En milliards de dollars canadiens de 2019



* données prévisionnelles

À lui seul, le déficit fédéral attendu pour 2020 devrait faire augmenter la dette représentant les déficits cumulés de 54 % (Graphique 25). En ajoutant les déficits cumulés en amont de la crise pour financer la croissance économique à court terme, 475,7 milliards de dollars seront donc ajoutés à la dette de consommation du gouvernement fédéral depuis 2015, pour une hausse globale de 76 %.

À moins d'un renversement de tendance majeur, la réponse budgétaire du gouvernement fédéral face à la COVID-19 ne devrait toutefois pas compromettre sa capacité à offrir des biens et services à court terme. La dette ayant été contractée à des taux historiquement bas, le taux d'intérêt effectif de la dette a diminué en 2020 (Graphique 26). Résultat : la pression budgétaire exercée par le service de la dette n'a pas augmenté (Graphique 27) malgré l'explosion de cette dernière au cours de la dernière année.

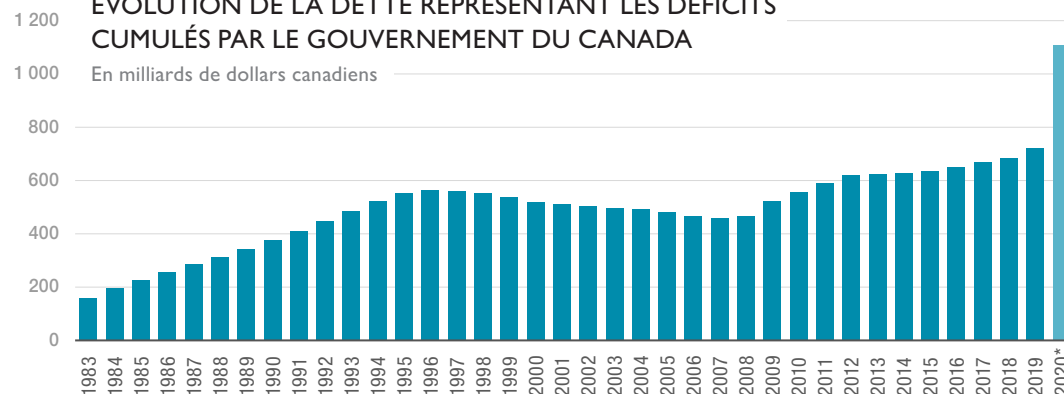
Ceci étant dit, l'absence de plan de retour à l'équilibre risque de changer la donne. Selon la mise à jour économique du 30 novembre 2020, 271 milliards de dette additionnelle devrait être contractée pour financer les déficits des cinq prochaines années. Le gouvernement prévoit donc se maintenir en position déficitaire jusqu'à l'exercice 2025-2026, ce qui, dans les conditions actuelles, devrait ramener le poids du service de la dette au niveau affiché avant l'élection de la présente administration (8,2 %). À première vue acceptable, la stratégie du gouvernement risque néanmoins de compromettre sa capacité à préserver son offre de service à plus long terme.

Dans un horizon de 10 ans, près des trois quarts de la dette contractée à des taux particulièrement bas devra être renégociée. Si les conditions d'emprunts se resserraient davantage, par exemple en raison d'une décote par les agences de notation, d'une saturation du marché obligataire, ou tout simplement en raison d'une hausse des taux d'intérêt, le choc risque d'être brutal. Bref, si le gouvernement fédéral dispose encore d'une certaine marge de manœuvre, il devra s'affairer à retrouver l'équilibre budgétaire sans quoi, sa gestion du risque pourrait compromettre sérieusement l'équité entre les générations.

GRAPHIQUE 25

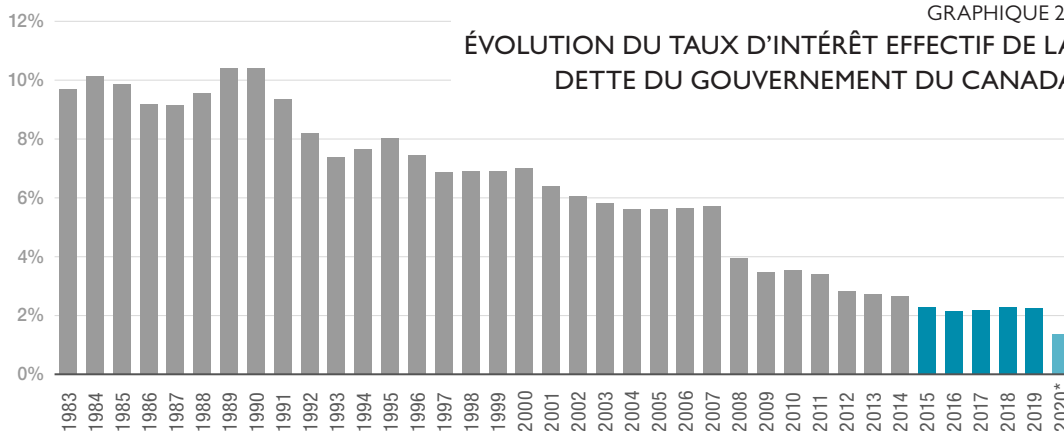
ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

En milliards de dollars canadiens



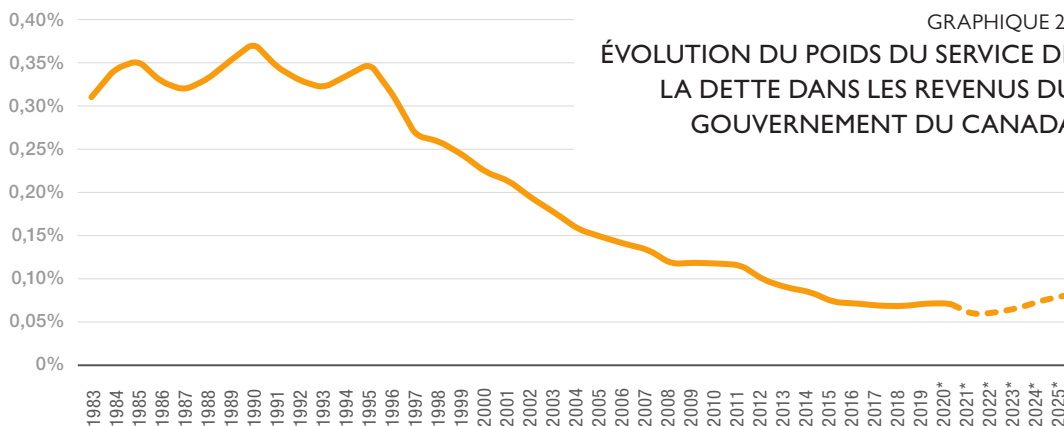
GRAPHIQUE 26

ÉVOLUTION DU TAUX D'INTÉRÊT EFFECTIF DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT DU CANADA



GRAPHIQUE 27

ÉVOLUTION DU POIDS DU SERVICE DE LA DETTE DANS LES REVENUS DU GOUVERNEMENT DU CANADA



* données prévisionnelles

COVID-19 AU QUÉBEC:

LES BÉNÉFICES D'UNE GESTION RESPONSABLE DU SOLDE BUDGÉTAIRE

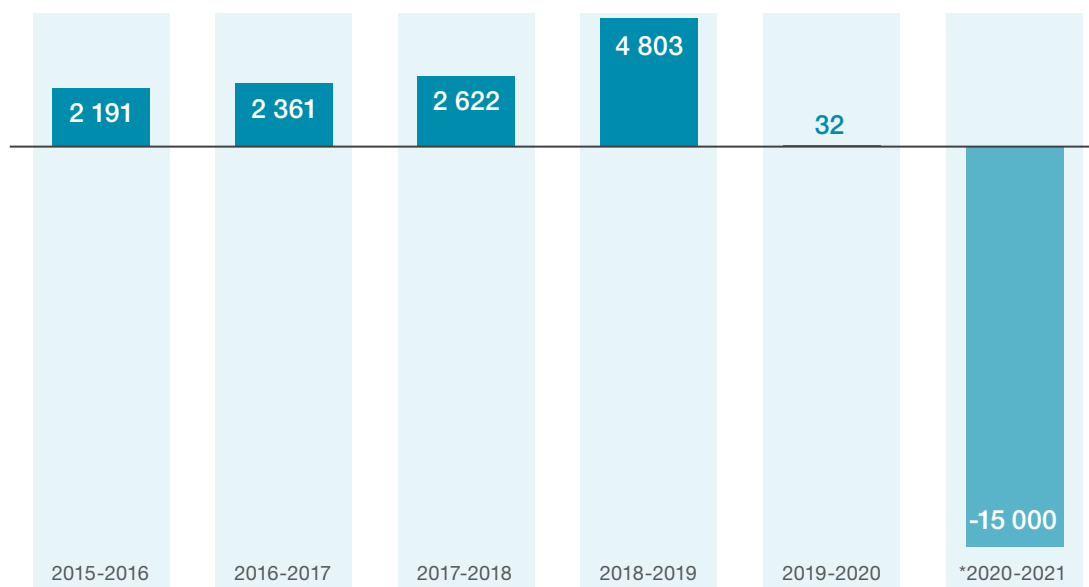
Bien que le Québec ait été particulièrement touché par la pandémie d'un point de vue sanitaire, le choc en termes de finances publiques sera en grande partie atténué par la gestion responsable du solde budgétaire au cours des cinq dernières années (Graphique 28).

Selon la mise à jour de novembre 2020⁴, le gouvernement du Québec prévoit inscrire un déficit de 12,3 milliards de dollars pour l'exercice 2020-2021. En considérant le versement prévu de 2,7 milliards de dollars au Fonds des générations, le gouvernement se retrouvera avec un manque à gagner de 15,0 milliards de dollars.

En théorie, la majeure partie de ce déficit devrait être « épongée » en puisant les 12 milliards de dollars inscrits dans la réserve de stabilisation, une réserve fictive qui représente les surplus cumulés depuis 2015. En réalité, ce déficit sera toutefois entièrement porté à la dette, les surplus dégagés depuis 2015 ayant servi à réduire les besoins de financement du gouvernement l'année où ils ont été constatés.

GRAPHIQUE 28
ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT DU
QUÉBEC APRÈS VERSEMENT AU FONDS DES GÉNÉRATIONS

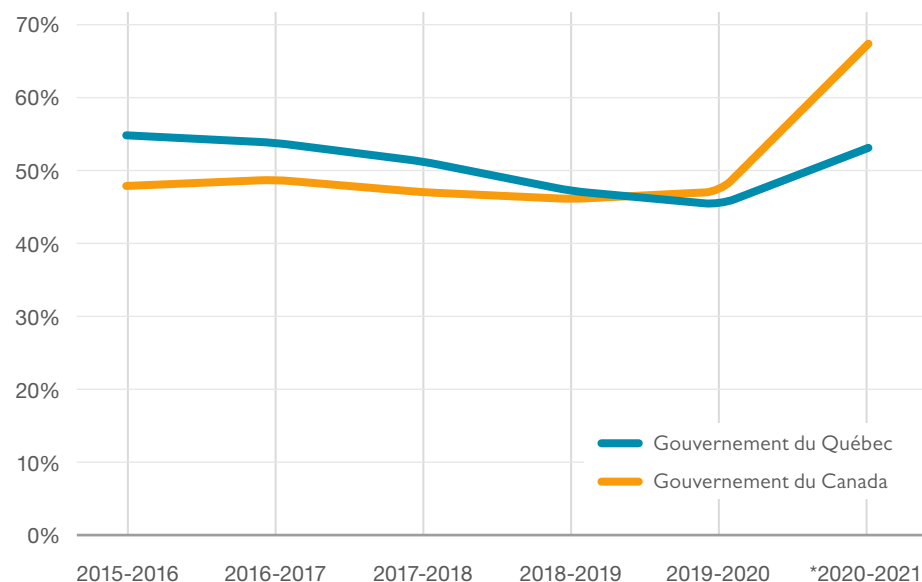
En millions de dollars canadiens



La situation du Québec n'en demeure pas moins stable. Quoiqu'il ne s'agisse en pratique que d'une écriture comptable, la réserve de stabilisation s'accompagne en pratique d'un droit de recourir au déficit budgétaire sans compromettre la santé des finances de la province. Et c'est précisément ce qui s'est produit. Grâce à la responsabilité budgétaire des dernières années, les indicateurs d'endettement et d'équité intergénérationnelle demeureront sous contrôle malgré la crise sanitaire et le choc économique qui s'en est suivi. Le poids de la dette dans le PIB (53,0 % – Graphique 29) devrait demeurer inférieur au niveau de 2015 (54,7 %) et le poids du service de la dette dans les revenus du gouvernement (6,4 % – Graphique 30) demeurera nettement inférieur à celui observé lorsque les efforts de contrôle budgétaire ont été amorcés (10,0 %). La diminution du taux d'intérêt effectif de la dette (Graphique 31) n'est évidemment pas étrangère à cette stabilité relative.

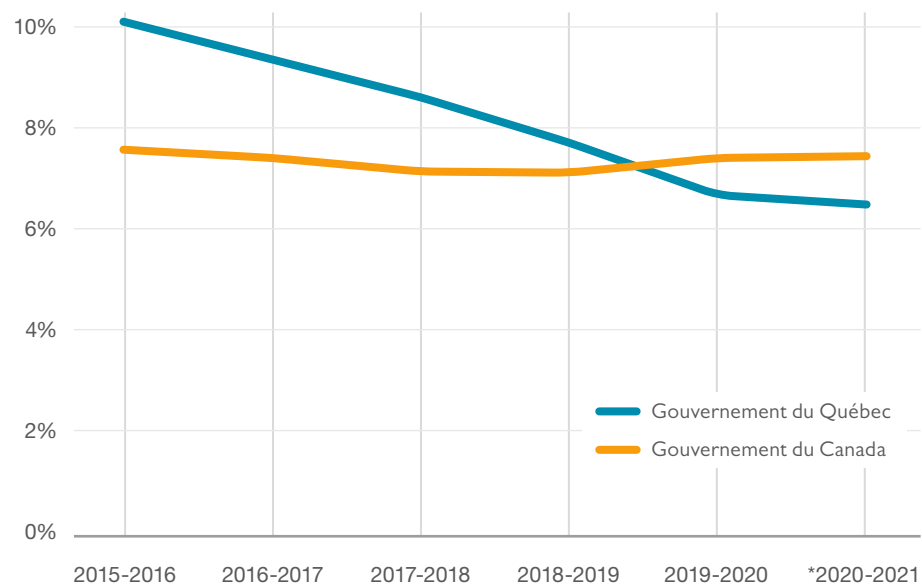
GRAPHIQUE 29

POIDS DE LA DETTE PORTANT INTÉRÊT DANS LE PIB



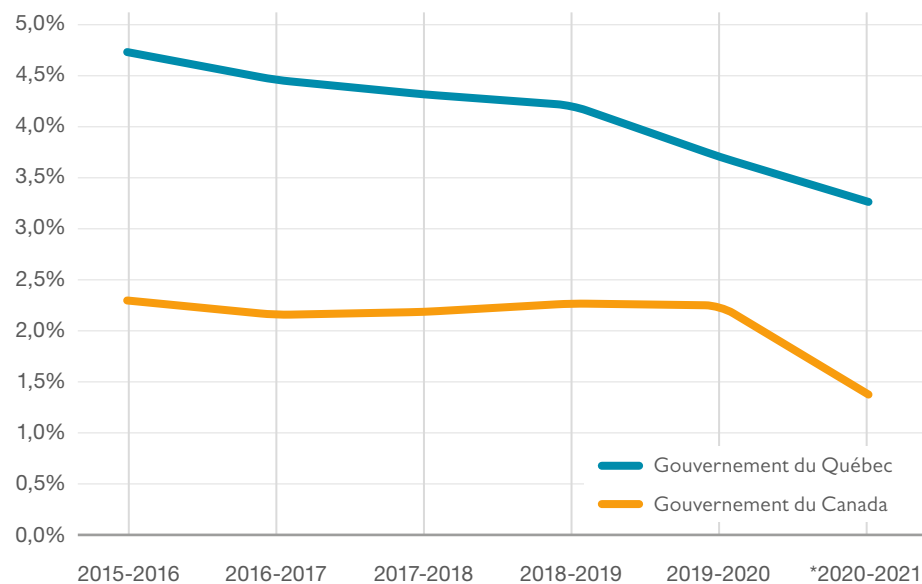
GRAPHIQUE 30

POIDS DU SERVICE DE LA DETTE DANS LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS



GRAPHIQUE 31

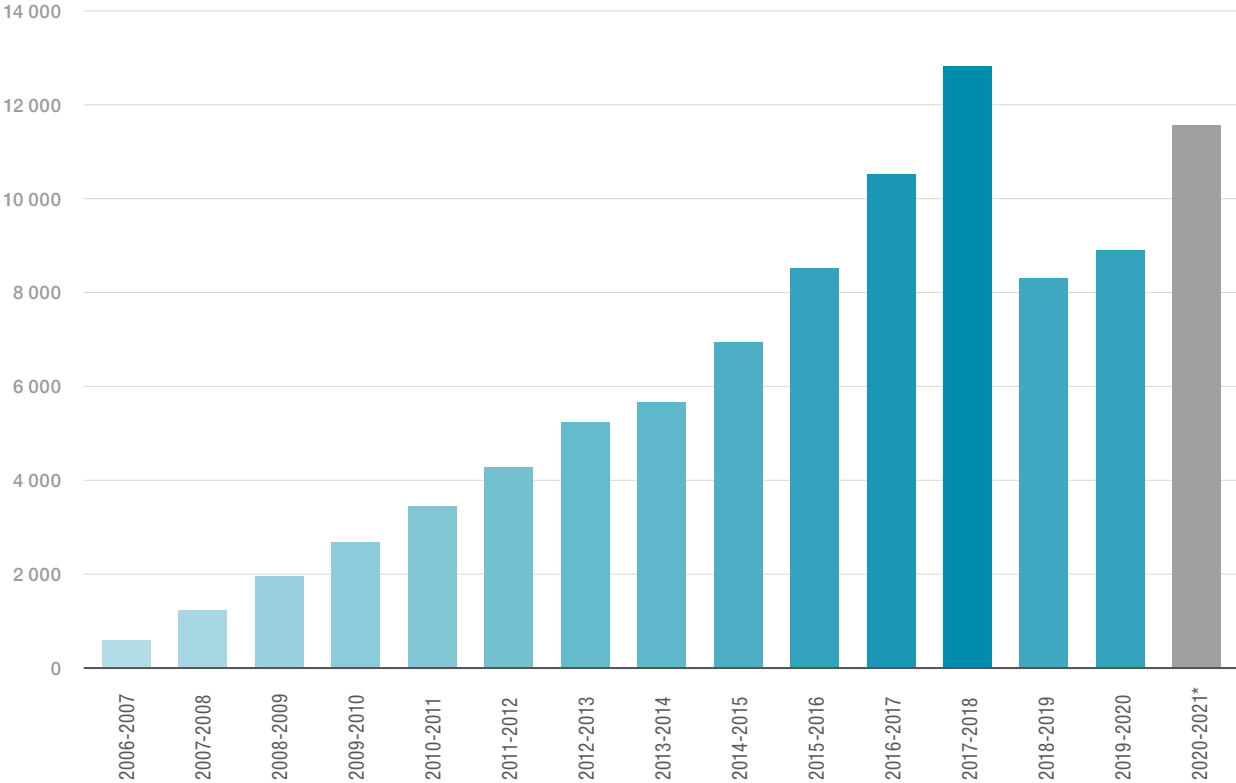
TAUX D'INTÉRÊT EFFECTIF DE LA DETTE DES GOUVERNEMENTS



* données prévisionnelles

En somme, les finances publiques du Québec se comparent avantageusement à celles du Canada. Le poids de la dette qui porte intérêt est désormais plus faible au Québec, et le poids du service de la dette est légèrement plus faible alors que pourtant, le gouvernement fédéral est nettement avantagé par la faiblesse de ses taux d'emprunts. Et même si le gouvernement du Québec ne prévoit pas atteindre l'équilibre budgétaire avant l'année financière 2025-2026, et qu'il prévoit déclarer des déficits totalisant 9 milliards de dollars avant versement au Fonds des générations au cours des deux prochains exercices, il dispose d'une réserve financière de près de 12 milliards dans le Fonds des générations (Graphique 32). Vestige d'efforts politiques passés pour favoriser l'équité entre les générations, ce fonds devrait être liquidé au cours prochaines années pour atténuer l'impact économique de la présente crise afin que les prochaines générations n'en supportent pas le coût. Et grâce aux revenus libérés au cours des années à venir, le gouvernement pourra s'assurer de maintenir son programme de réfection des infrastructures publiques de la province, un problème qui menace concrètement l'équité intergénérationnelle.

GRAPHIQUE 32
SOLDE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS
En millions de dollars canadiens



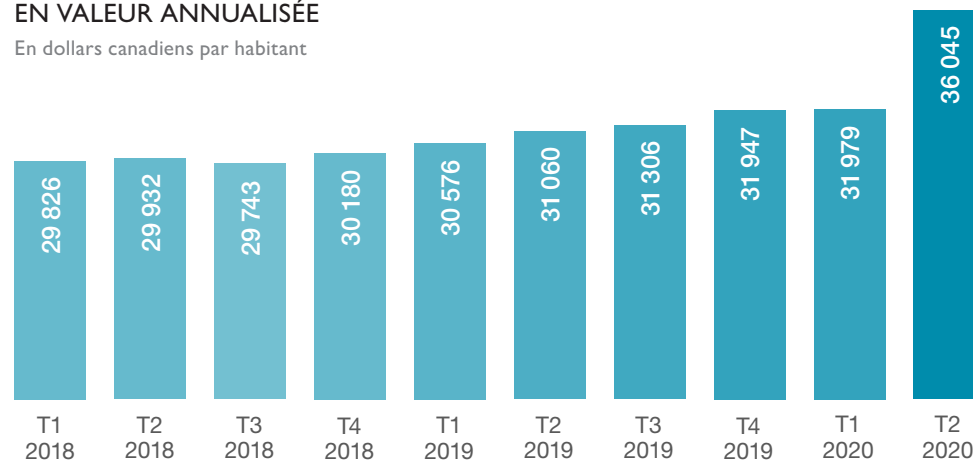
GRÂCE À LA CRISE, LE REVENU DISPONIBLE DES QUÉBÉCOIS S'ACCROÎT

La réponse budgétaire massive du Canada face à la pandémie a généré une intéressante singularité : le revenu disponible des ménages québécois s'est accru pendant les premiers mois de la crise. Autrement dit, les ménages ont eu à leur disposition davantage de ressources financières pour consommer et épargner que dans les mois précédant la crise. Alors que le Québec enregistrait la pire contraction économique de son histoire contemporaine, le revenu disponible moyen a augmenté de près de 13 % entre le premier et le second trimestre de 2020, soit une hausse de 4 066 \$ par habitant en valeur annualisée (Graphique 33). Loin d'être circonscrit au Québec, ce phénomène s'est étendu à l'ensemble du territoire canadien (Graphique 34). Ainsi, le revenu disponible moyen au Canada s'est accru de 10,6 % entre le premier et le second trimestre de 2020, pour une hausse moyenne de 3 718 \$ par habitant en valeur annualisée.

GRAPHIQUE 33

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU REVENU DISPONIBLE AU QUÉBEC EN VALEUR ANNUALISÉE

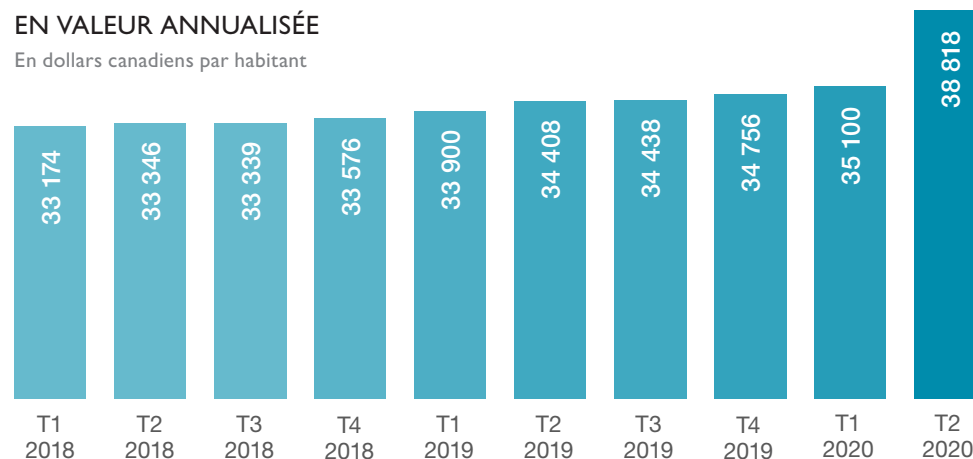
En dollars canadiens par habitant



GRAPHIQUE 34

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU REVENU DISPONIBLE AU CANADA EN VALEUR ANNUALISÉE

En dollars canadiens par habitant

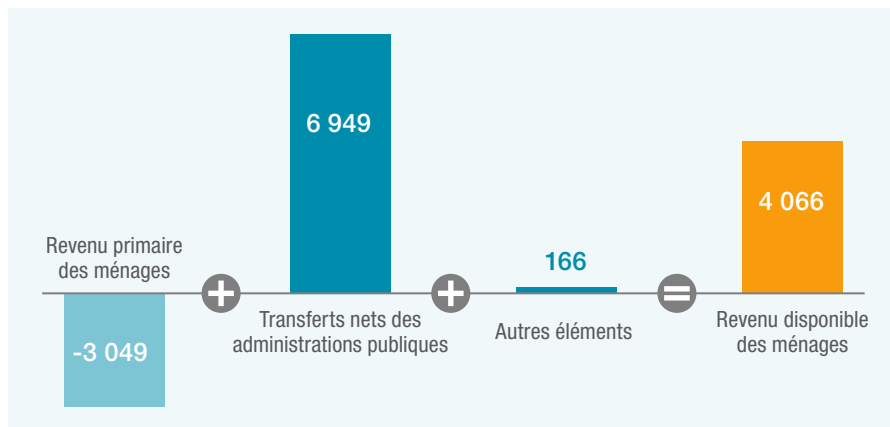


Ce phénomène n'est évidemment pas étranger aux importantes mesures de soutien financier qui ont été proposées par le gouvernement du Canada.⁵ D'un côté, le gouvernement a cherché à préserver les emplois en supportant les entreprises par le biais de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). De l'autre, il a fourni une assistance financière aux particuliers ayant perdu leur emploi par le biais de la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Résultat : l'augmentation des **transferts gouvernementaux** entre le premier et le second trimestre de 2020 (6 949 \$ par habitant – Graphique 35) a été nettement supérieure aux pertes de **revenu primaire** associées aux pertes d'emplois (-3 049 \$ par habitant), et le revenu disponible des ménages s'est accru. Une situation identique a été observée sur l'ensemble du territoire canadien (Graphique 36). *A priori*, le gouvernement fédéral a surcompensé les effets de la crise en intervenant sur les deux tableaux.

GRAPHIQUE 35

DÉCOMPOSITION DE L'AUGMENTATION DU REVENU DISPONIBLE AU QUÉBEC ENTRE LE PREMIER ET LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2020

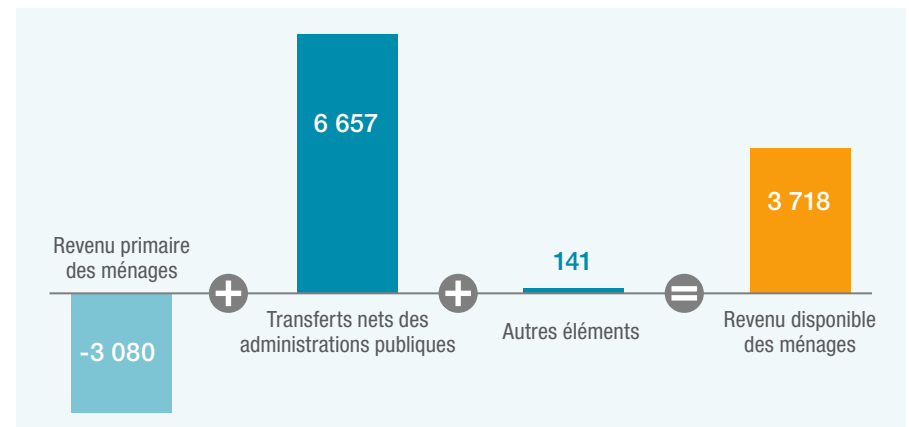
En dollars canadiens par habitant



GRAPHIQUE 36

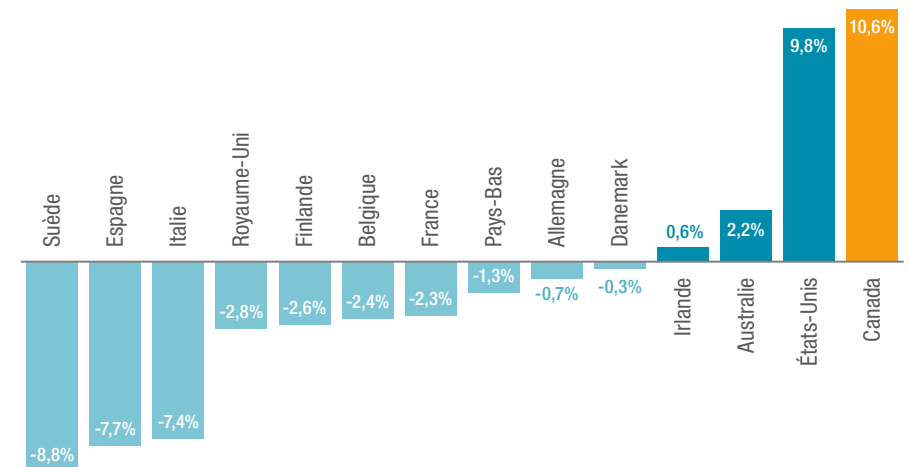
DÉCOMPOSITION DE L'AUGMENTATION DU REVENU DISPONIBLE AU CANADA ENTRE LE PREMIER ET LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2020

En dollars canadiens par habitant



Notons en terminant qu'une situation similaire a été observée aux États-Unis, où un imposant déficit budgétaire est également attendu en 2020 (Graphique 37). Bien que la disponibilité des données limite la portée de la comparaison, force est de constater que la réponse nord-américaine aura été nettement plus soutenue qu'ailleurs dans le groupe OCDE20. Reste maintenant à savoir si la relance qui s'en suivra sera conséquente.

GRAPHIQUE 37
CROISSANCE DU REVENU DISPONIBLE ENTRE LE PREMIER ET LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2020



Section 5

ÉDUCATION, INVESTISSEMENT ET INNOVATION: LES LEVIERS D'UNE RELANCE STRUCTURELLE ET CONJONCTURELLE

Plutôt que de recourir à des mesures de relance passives qui soutiennent tous les secteurs d'activité et tous les emplois, sans égard à leur viabilité ou à leur potentiel de croissance, le Québec doit prioriser les mesures actives qui favorisent une relance structurelle. Dans cette perspective, les trois leviers de la productivité du travail doivent être mis à profit : l'éducation, l'investissement et l'innovation.



PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL:

PLUS QU'UN INDICATEUR DE L'EFFICACITÉ DES TRAVAILLEURS

Contrairement à ce que son nom laisse présager, la productivité du travail ne repose pas que sur les travailleurs, mais plutôt sur l'interaction de ses trois composantes :

- La composition du travail, qui mesure la qualité de la main-d'œuvre selon l'éducation et l'expérience;
- L'intensité capitalistique, qui mesure le stock de capital – machines, matériel, infrastructures, etc. – mis à la disposition des travailleurs;
- La productivité multifactorielle (PMF), un indicateur de l'efficacité conjointe du travail et du capital mesurant l'apport du changement technologique, un intangible qui est associé à l'innovation.

À terme, la croissance de la productivité est donc déterminée par l'évolution de la qualité du capital humain, de la quantité et de la qualité du capital physique à la disposition des travailleurs et de la disposition générale de l'économie à innover.

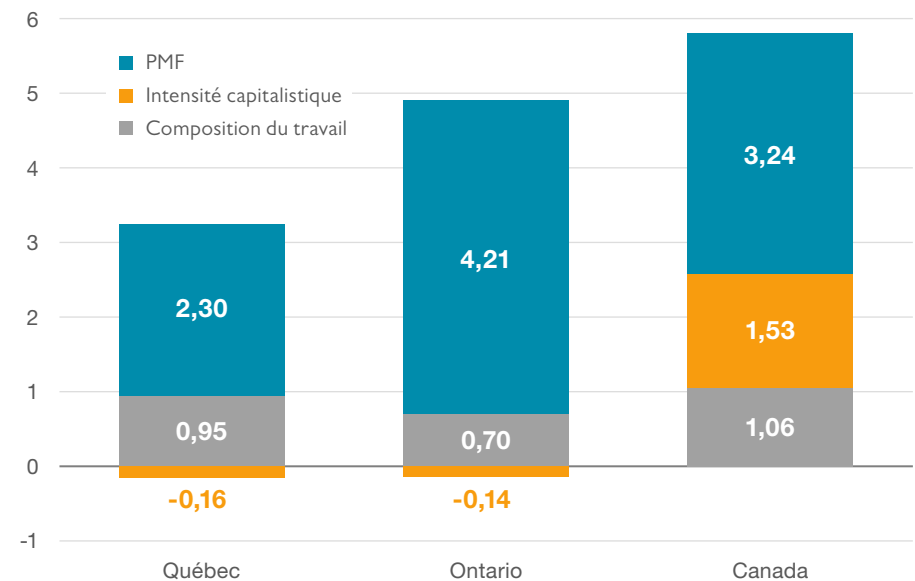
En décomposant la croissance de la productivité du travail selon ces termes (Graphique 38), on parvient à identifier pourquoi la productivité du travail ne s'est accrue que de 3,10 \$ par heure travaillée entre 2009 et 2018 au Québec, cumulant ainsi un retard supplémentaire de 1,68 \$ par heure travaillée sur l'Ontario, et de 2,72 \$ par heure travaillée sur la moyenne canadienne :

- On constate d'abord que les gains associés à la PMF ont été 1,8 fois plus importants en Ontario, et 1,4 fois plus importants dans l'ensemble du Canada, ce qui signifie que l'efficacité globale de la production s'est accrue plus rapidement qu'au Québec. En d'autres termes, l'apport de l'innovation aurait été moins important au Québec.
- On constate par ailleurs que le Canada dans son ensemble a été avantagé par une augmentation particulièrement rapide de son intensité capitalistique. C'est donc dire qu'en moyenne, les employés canadiens sont parvenus à accroître plus rapidement leur efficacité en misant sur une augmentation du stock de capital à leur disposition, ce qui n'aura pas été le cas des travailleurs québécois et ontariens. Cet apport s'explique en majeure partie par l'exploitation des ressources naturelles des provinces de l'ouest.
- Finalement, l'apport de la composante main-d'œuvre aurait été similaire de part et d'autre, quoique le Québec devance légèrement l'Ontario. L'écart n'est toutefois pas suffisant en regard du retard cumulé par le Québec à ce chapitre.

Ainsi, le Québec peut intervenir dans trois champs d'action étroitement liés pour améliorer sa productivité du travail et ainsi favoriser une croissance économique soutenue et durable :

- Améliorer la qualité de sa main-d'œuvre;
- Stimuler l'investissement privé;
- Favoriser l'innovation.

GRAPHIQUE 38
DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ
DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES ENTRE 2009 ET 2018
PIB en dollars canadiens de 2012 par heure travaillée



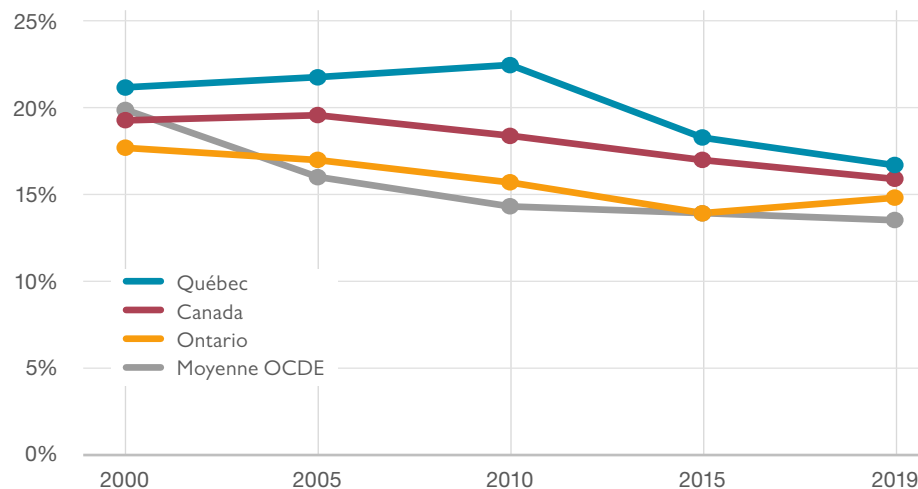
QUALITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE : UN RETARD PERSISTANT

Le fait que la contribution de la composante main-d'œuvre au Québec ait été similaire à la moyenne canadienne tend à masquer une réalité préoccupante : le marché du travail québécois compte sur une main-d'œuvre moins qualifiée. En dépit du rattrapage observé depuis les années 60, le Québec n'a toujours pas comblé le retard cumulé.

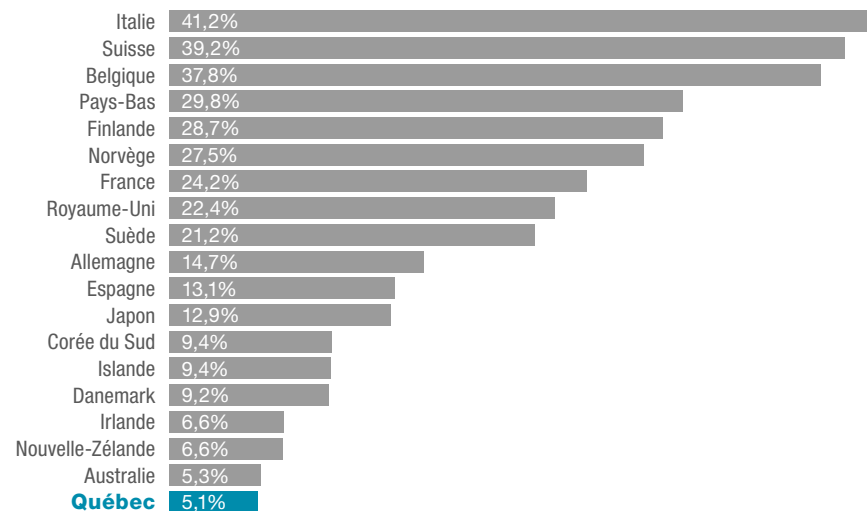
- La proportion des jeunes de 15 à 19 ans qui n'est plus aux études demeure élevée. Le Québec a certes rattrapé la moyenne canadienne, mais l'écart avec les pays de l'OCDE20 demeure important (Graphique 39).
- Cet écart ne résulte pas d'une participation accrue à la formation professionnelle au secondaire – donc à une sortie plus rapide du système scolaire – les jeunes Québécois étant peu nombreux à la fréquenter (Graphique 40).
- La proportion des jeunes de 25 à 34 ans qui détient un diplôme universitaire égal ou supérieur au baccalauréat est plus faible qu'elle ne l'est dans la plupart des économies avec lesquelles on compare le Québec (Graphique 41).

Autrement dit, les jeunes Québécois sont moins nombreux à fréquenter le système d'éducation, et sont conséquemment moins nombreux à détenir les compétences techniques et professionnelles nécessaires pour alimenter le marché du travail.

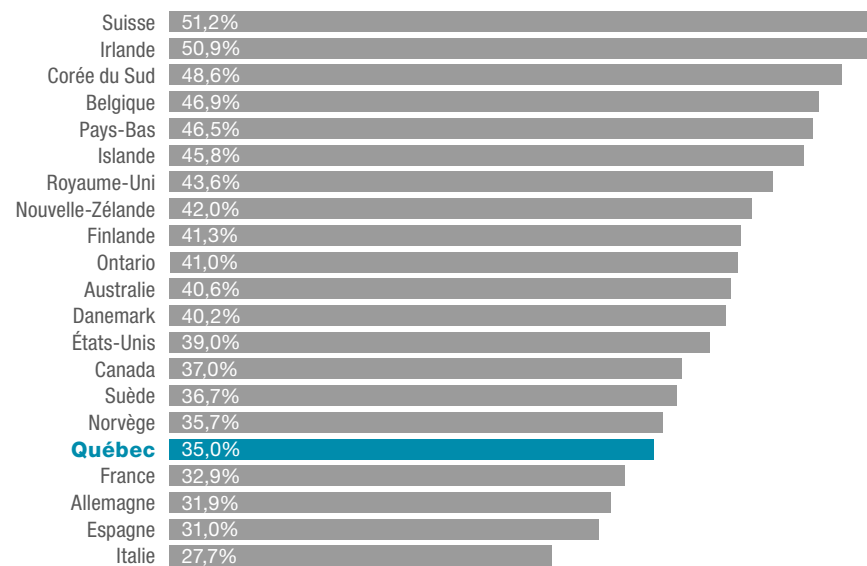
GRAPHIQUE 39
PROPORTION DE LA POPULATION DE 15 À 19 ANS QUI N'EST PAS AUX ÉTUDES



GRAPHIQUE 40
PROPORTION DE LA POPULATION DE 15 À 19 ANS
QUI FRÉQUENTE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN 2018



GRAPHIQUE 41
PROPORTION DE LA POPULATION DE 25 À 34 ANS QUI DÉTIENT UN DIPLÔME
UNIVERSITAIRE ÉQUIVALENT OU SUPÉRIEUR AU BACCALURÉAT EN 2018



QUALITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE: INVESTIR PLUS, INVESTIR INTELLIGEMENT

En comparant les dépenses budgétaires en éducation selon la population cible – en l'occurrence la population âgée de 5 à 25 ans – on constate que l'effort budgétaire déployé au cours des onze dernières années n'a clairement pas suffi à renverser la vapeur. Depuis 2008, les dépenses budgétaires réelles en éducation n'ont progressé que de 14 % (Graphique 42), un rythme particulièrement faible en comparaison de la moyenne canadienne (23 %). Résultat : les dépenses budgétaires en éducation demeurent toutes proportions gardées plus faibles au Québec que dans la vaste majorité des provinces canadiennes (Graphique 43). En 2019, les dépenses budgétaires moyennes des provinces canadiennes étaient ainsi 8,7 % plus élevées qu'au Québec. Seule la Colombie-Britannique dépensait moins que le Québec.

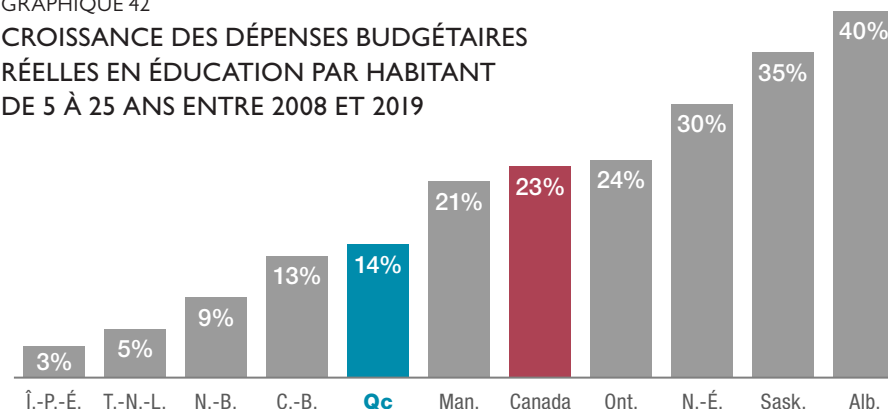
Bref, le Québec devra investir davantage en capital humain pour stimuler sa productivité du travail. Et à ce chapitre, les efforts devront apparemment être concentrés vers les niveaux postsecondaires.

En comparant le financement public des établissements d'enseignement primaire et secondaire selon la population cible (Graphique 44), on constate qu'un écart de moins de 5 % sépare le Québec de la moyenne canadienne. Autrement dit, le financement est toute proportion gardée similaire de part et d'autre à ces niveaux. En revanche, la différence est plus substantielle du côté de l'enseignement postsecondaire. En moyenne au Canada en 2019, les dépenses budgétaires dédiées à l'enseignement postsecondaire étaient, toutes proportions gardées, 17 % plus élevées qu'au Québec.

En regard de ces résultats, la solution de long terme devra passer par deux canaux :

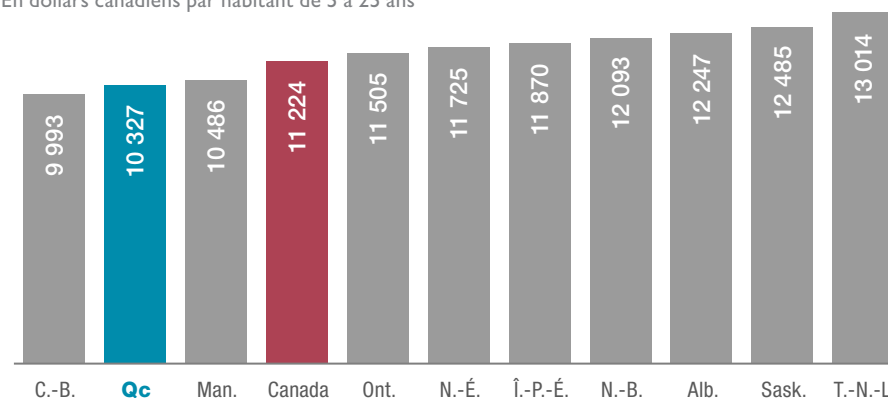
- 1) stimuler la participation au secondaire, par exemple en proposant un parcours dual alliant la formation professionnelle et technique au cheminement traditionnel;
- 2) augmenter le financement l'enseignement postsecondaire.

GRAPHIQUE 42
CROISSANCE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
RÉELLES EN ÉDUCATION PAR HABITANT
DE 5 À 25 ANS ENTRE 2008 ET 2019



GRAPHIQUE 43
DÉPENSES BUDGÉTAIRES EN ÉDUCATION PAR HABITANT
DE 5 À 25 ANS EN 2019

En dollars canadiens par habitant de 5 à 25 ans



GRAPHIQUE 44
DÉPENSES BUDGÉTAIRES MOYENNES EN ÉDUCATION AU CANADA PAR
RAPPORT AU QUÉBEC EN 2019 SELON LE NIVEAU ET LA POPULATION CIBLE
Québec = 100



STIMULER L'INNOVATION: LE DOUBLE RÔLE DE L'ÉDUCATION

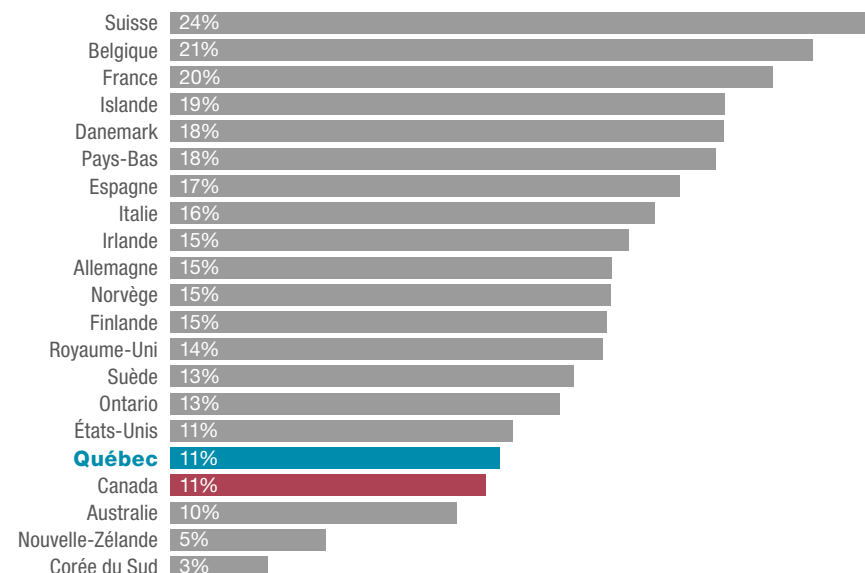
Les retombées associées à un investissement plus important aux niveaux postsecondaires ne se limitent pas qu'à une question de qualité de main-d'œuvre. À long terme, l'investissement en éducation influence également la disposition de l'économie à innover. Les activités de recherche et développement (R-D) étant règle générale associées à la formation universitaire de deuxième et troisième cycle, un faible taux de diplomation à ces niveaux finit par se répercuter sur la capacité des entreprises à innover. C'est vraisemblablement ce qui caractérise l'économie du Québec.

- Au Québec, la proportion de la population de 25 à 34 ans qui détient un diplôme de maîtrise ou de doctorat (Graphique 45) est plus faible qu'elle ne l'est dans la majorité des économies avec lesquelles on compare la province. Avec un taux de diplomation d'à peine 11 % chez les 25-34 ans, le Québec est relégué en queue de peloton, à égalité avec le Canada. Seules l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud affichent des taux inférieurs à ceux observés ici.
- Avec une avance de deux points de pourcentage sur le Québec, l'Ontario se classe quelques échelons devant le Québec, mais demeure loin des taux affichés par plusieurs économies européennes.

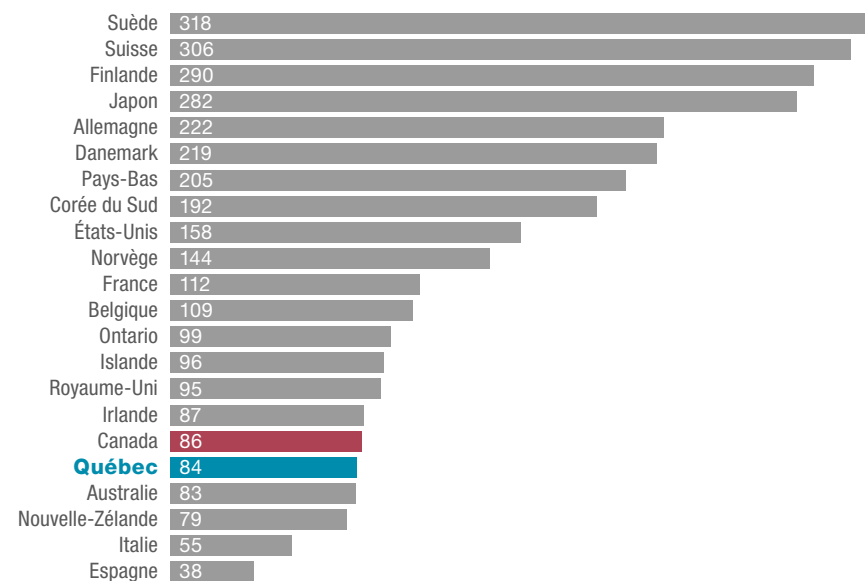
Bref, on peut donc supposer que le retard de diplomation observé au Québec réduit la capacité de la province à innover. Et *a priori*, les conséquences semblent pleinement perceptibles :

- En comparant le nombre de brevets déposés par millions d'habitants – l'une des rares mesures tangibles de l'innovation – on constate que le Québec est à nouveau relégué dans le bas du classement (Graphique 46).
- Quoique cet indicateur ne s'avère qu'une mesure partielle de l'innovation – seuls les produits, les appareils et les procédés constituant une avancée originale peuvent être brevetés – il témoigne néanmoins d'une réalité préoccupante : le Québec est loin de se démarquer en matière d'innovation.

GRAPHIQUE 45
PROPORTION DE LA POPULATION DE 25 À 34 ANS
QUI DÉTIENT UN DIPLÔME DE MAÎTRISE OU DE DOCTORAT EN 2018



GRAPHIQUE 46
NOMBRE DE BREVETS DÉPOSÉS EN VERTU DU TRAITÉ EN MATIÈRE DE
BREVETS PAR MILLIONS D'HABITANTS, MOYENNE 2007-2013



STIMULER L'INNOVATION: RELANCER LA R-D PRIVÉE

En plus d'être limitée par la faiblesse relative du taux de diplomation universitaire des 25-34 ans, la disposition de l'économie québécoise à innover serait vraisemblablement entravée par l'intensité de la R-D. Toute proportion gardée, le Québec consacre année après année moins de ressources financières à la R-D que ne le font la plupart des économies occidentales :

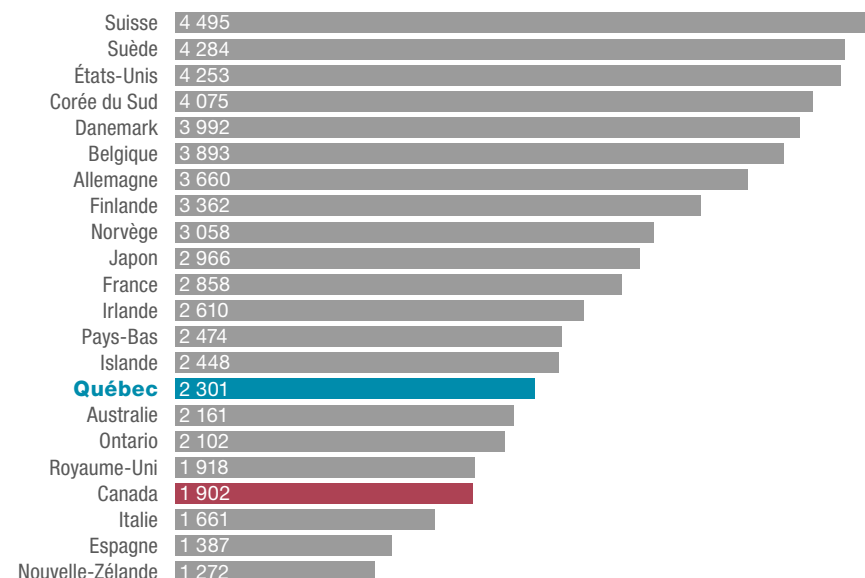
- En 2017, le Québec a consacré 2 301 \$ par emploi à la R-D (Graphique 47). En comparaison, la Finlande a consacré tout près de 1 100 \$ par emploi de plus que le Québec à la R-D, soit une différence de plus de 45 % par rapport à l'effort déployé au Québec.
- Selon toute vraisemblance, le Québec se positionnerait dans le bas du classement en raison du faible niveau de dépenses des entreprises et non en raison de l'effort déployé par les administrations publiques.
- Au Québec, les dépenses privées réelles en R-D ont cessé de s'accroître au tournant des années 2000 (Graphique 48). Entre 2001 et 2017, les dépenses en R-D des entreprises ont chuté de 17 %, ce qui a inévitablement fragilisé la position relative de la province.

En plus d'améliorer sa diplomation universitaire, le Québec doit inciter les entreprises à investir en R-D pour améliorer la disposition de l'économie à innover et ainsi stimuler la croissance de sa productivité.

GRAPHIQUE 47

DÉPENSES PRIVÉES ET PUBLIQUES EN R-D EN 2017

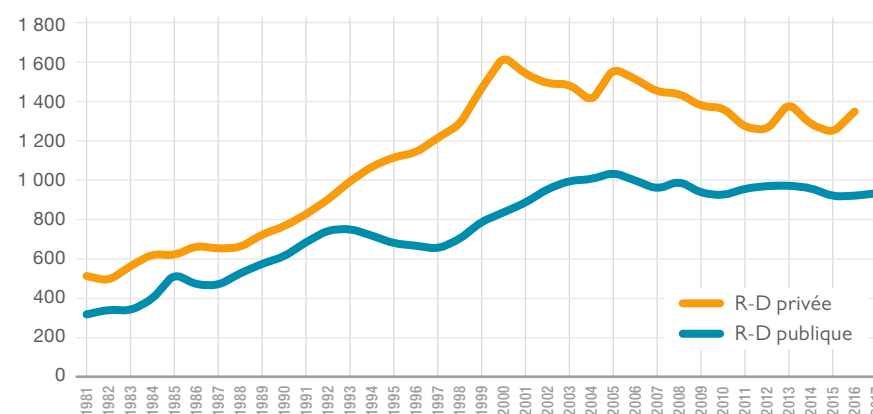
En dollars canadiens par emploi à parité des pouvoirs d'achat



GRAPHIQUE 48

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES PRIVÉES ET PUBLIQUES EN R-D DE 1981 À 2017

En dollars canadiens de 2017 par emploi



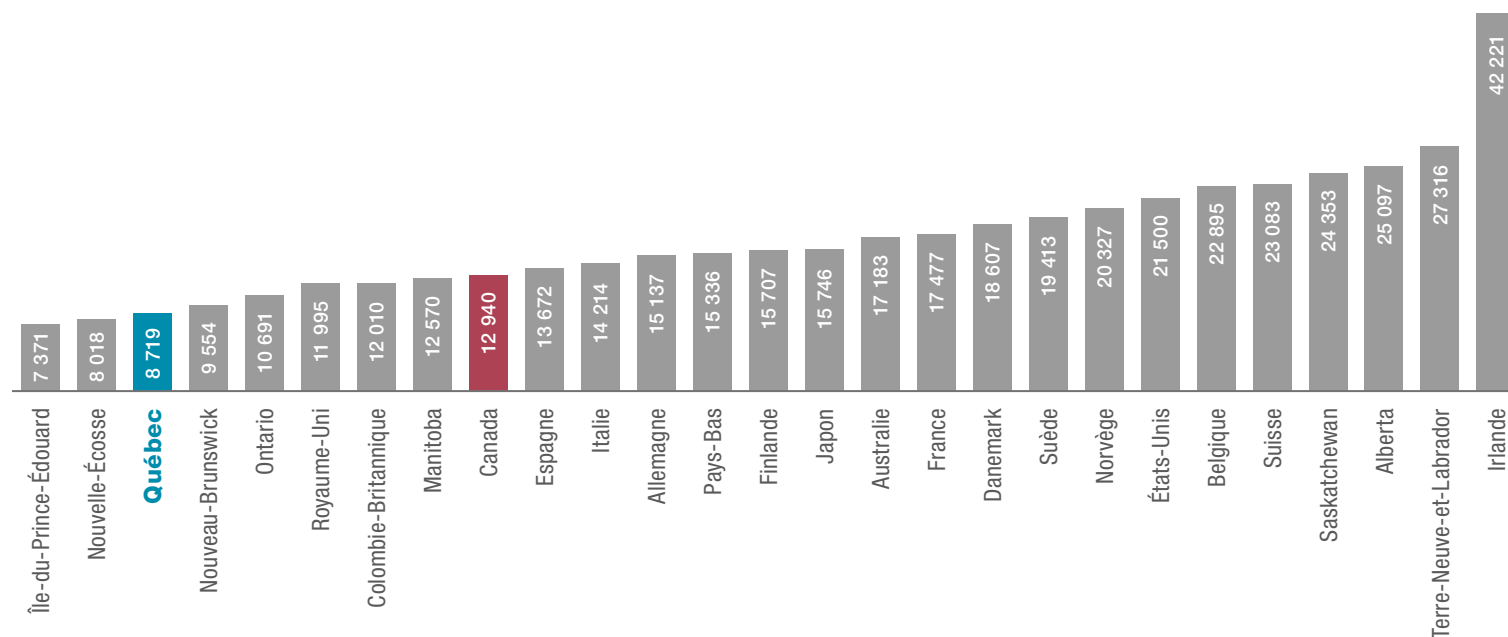
L'INVESTISSEMENT PRIVÉ: TALON D'ACHILLE DU QUÉBEC

La faiblesse relative des dépenses privées en R-D reflète un problème constaté à plus large échelle : les entreprises de la province investissent globalement moins que celles des autres économies avec lesquelles on compare le Québec (Graphique 49). Avec un investissement privé non résidentiel s'élevant à 8 719 \$ par emploi en 2018, le Québec est relégué en peloton de queue. Seules les provinces maritimes affichent un niveau d'investissement inférieur à celui du Québec. Notons que l'investissement privé non résidentiel en Finlande est 1,8 fois plus élevé qu'au Québec et pourtant, la Finlande est loin de faire figure d'exception.

Au final, le résultat qui émerge pointe en direction d'un constat clair : le Québec présente une faible intensité capitalistique, car les entreprises investissent moins. La province dégagera donc des retombées considérables si elle parvient à inciter les entreprises à investir plus massivement.

GRAPHIQUE 49
INVESTISSEMENT PRIVÉ
NON RÉSIDENTIEL EN 2018

En dollars canadiens par emploi
à parité des pouvoirs d'achat



CONCLUSION

On ne saurait conclure cette onzième édition de *Productivité et prospérité au Québec – Bilan* sans rappeler que la marge de manœuvre du gouvernement du Québec demeure limitée. La responsabilité budgétaire des dernières années a certes permis d'absorber la première vague de la crise, mais ces efforts se sont concrétisés trop tardivement pour constituer une réserve suffisante pour faire face au ressac. En outre, le problème d'équité intergénérationnelle n'est pas réglé malgré les promesses des 20 dernières années. Le problème constaté au niveau des finances publiques a certes été atténué par les efforts des dernières années, mais un important déficit d'entretien des infrastructures de la province s'est entretemps creusé. Le gouvernement devra donc agir avec prudence sans quoi ses interventions pour appuyer la relance risquent de compromettre le fragile équilibre qui lie les générations, que ce soit en refilant une nouvelle facture aux prochaines générations en enchaînant les déficits, ou alors en négligeant les infrastructures de la province.

Le gouvernement devra donc agir de manière ciblée s'il souhaite appuyer la relance. Plutôt que de chercher à répondre à la crise à travers des mesures passives qui soutiennent tous les secteurs d'activité et tous les emplois, sans égard à leur viabilité ou à leur potentiel de croissance, le gouvernement devra prioriser les interventions orientées vers l'un ou l'autre des trois piliers de la productivité : l'éducation, l'innovation et l'investissement. En évitant de soutenir aveuglément tous les secteurs, le gouvernement parviendra à ainsi soutenir une relance durable, tout en s'attaquant de front au problème structurel qui entrave la croissance de l'économie québécoise depuis trop longtemps. Le ton a été donné par la récente mise à jour économique du gouvernement du Québec; reste maintenant à déterminer si le gouvernement parviendra à maintenir le cap au cours des prochaines années. Et pour se donner une marge de manœuvre, le gouvernement pourra liquider le Fonds des générations. Ce faisant, il réduira l'empreinte des deux prochains déficits sur la dette, et libérera du même coup des revenus qui soutiendront la réfection des infrastructures de la province, un problème qui menace concrètement cette équité.

GRAPHIQUE 6

Canada

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0064

Québec

PIB \$ enchaînés de 2012 : Institut de la Statistique du Québec (Comptes économiques)

Pays membres de l'OCDE

PIB \$ enchaînés de 2015 : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 7

Québec

PIB \$ enchaînés de 2002, trimestre 1981-2010 : Compilation spéciale

PIB \$ enchaînés de 2012, trimestre 2019-2020 : ISQ, Comptes économiques du Québec, deuxième trimestre 2020

GRAPHIQUE 8

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012 : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées : Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2015 : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées : OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

TABLEAU 1

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012 : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées : Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi : Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2015 : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées : OECD.StatExtracts (section productivité)

Emploi : OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 9

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012 : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Heures travaillées : Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2015 : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Heures travaillées : OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 10

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012 : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale : Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)
PIB \$ enchaînés de 2015 : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)
Population totale : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)
Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 11

Provinces canadiennes

Heures travaillées : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0033 et compilation spéciale
Emploi : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

Heures travaillées : Statistique Canada,
Division des comptes économiques nationaux, compilation spéciale
Emploi : Statistique Canada,
Division des comptes économiques nationaux, compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

Population totale : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)

GRAPHIQUE 12

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038
PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0038
Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal : Bureau of Economic Analysis,
National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5
PIB \$ enchaînés de 2012 : Bureau of Economic Analysis,
National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6
Population totale : Bureau of Economic Analysis,
National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)
PIB \$ enchaînés de 2015 : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)
Population totale : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)
Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 13

Provinces canadiennes

Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001
Emploi : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

Population totale : Bureau of Economic Analysis,
National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1
Emploi : Statistique Canada,
Division des comptes économiques nationaux, compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

Population totale : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)
Emploi : OECD.StatExtracts (section productivité)

GRAPHIQUE 14

Provinces canadiennes

Revenu disponible des ménages : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0040
Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001
PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038
PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0038

GRAPHIQUE 15

Provinces canadiennes

Revenu disponible des ménages : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0040
Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 16

Provinces canadiennes

Revenu disponible des ménages : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0040
Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Revenu disponible des ménages : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, comptes non financiers simplifiés)
Population totale : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)
Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 17

Provinces canadiennes

Revenu disponible moyen, revenu de marché, selon le décile de
revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 18

Provinces canadiennes

Revenu disponible moyen, selon le décile de revenu :
Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 19

Provinces canadiennes

Revenu disponible moyen, selon le décile de revenu :
Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 20

Provinces canadiennes

Dépenses publiques : Statistique Canada, CANSIM 384-0047
PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM 384-0038

Pays membres de l'OCDE

Dépenses publiques : IMF, Government Finance Statistics,
Detailed Expense breakdown
PIB nominal : stats.oecd.org (section des comptes nationaux)

GRAPHIQUE 21

Provinces canadiennes

Dépenses publiques : Statistique Canada, CANSIM 384-0047

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM 384-0038

Population : Statistique Canada, CANSIM 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Dépenses publiques : IMF, Government Finance Statistics, Detailed Expense breakdown

PIB nominal : stats.oecd.org (section des comptes nationaux)

Population : stats.oecd.org (section démographie et population)

Taux de change PPA : stats.oecd.org (section des comptes nationaux)

GRAPHIQUE 22

Pays membres de l'OCDE

Revenus et dépenses publiques : International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, October 2020

GRAPHIQUE 23

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Charges de programme : Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020; Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

Service de la dette : Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020; Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

Population : Statistique Canada, CANSIM 051-0001

GRAPHIQUE 24

Solde budgétaire : Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020; Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

Indice des prix à la consommation : Statistique Canada, CANSIM 326-0021

GRAPHIQUE 25

Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020

Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

GRAPHIQUE 26

Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020

Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

GRAPHIQUE 27

Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020

Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

GRAPHIQUE 28

Ministère des Finances du Québec. Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020

Ministère des Finances du Québec. Comptes publics 2018-2019 – Volume I

Ministère des Finances du Québec. Budget 2018-2019 – Renseignements additionnels 2018-2019 – Statistiques budgétaires du Québec

GRAPHIQUE 29

Québec

Ministère des Finances du Québec. Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020

Ministère des Finances du Québec. Comptes publics 2018-2019 – Volume I

Ministère des Finances du Québec. Budget 2018-2019 – Renseignements additionnels 2018-2019 – Statistiques budgétaires du Québec

Canada

Dette portant intérêt : Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020; Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM 384-0038

GRAPHIQUE 30

Québec

Ministère des Finances du Québec. Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020

Ministère des Finances du Québec. Comptes publics 2018-2019 – Volume I

Ministère des Finances du Québec. Budget 2018-2019 – Renseignements additionnels 2018-2019 – Statistiques budgétaires du Québec

Canada

Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020

Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

GRAPHIQUE 31

Québec

Ministère des Finances du Québec. Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020

Ministère des Finances du Québec. Comptes publics 2018-2019 – Volume I

Ministère des Finances du Québec. Budget 2018-2019 – Renseignements additionnels 2018-2019 – Statistiques budgétaires du Québec

Canada

Ministère des Finances du Canada. Tableaux de références financiers, 2020

Ministère des Finances du Canada. Énoncé économique de l'automne de 2020

GRAPHIQUE 32

Ministère des Finances du Québec. Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020

Ministère des Finances du Québec. Comptes publics 2018-2019 – Volume I

Ministère des Finances du Québec. Budget 2018-2019 – Renseignements additionnels 2018-2019 – Statistiques budgétaires du Québec

GRAPHIQUE 33

ISQ. Comptes économiques du Québec, deuxième trimestre 2020

Estimation de la population, trimestrielles :
Statistique Canada, CANSIM 051-0005

GRAPHIQUE 34

Comptes courants et compte du capital – Ménages,
Canada, Trimestriel : Statistique Canada, CANSIM 380-0072

Estimation de la population, trimestrielles :
Statistique Canada, CANSIM 051-0005

GRAPHIQUE 35

ISQ. Comptes économiques du Québec, deuxième trimestre 2020

Estimation de la population, trimestrielles :
Statistique Canada, CANSIM 051-0005

GRAPHIQUE 36

Comptes courants et compte du capital – Ménages,
Canada, trimestriel : Statistique Canada, CANSIM 380-0072

Estimation de la population, trimestrielles :
Statistique Canada, CANSIM 051-0005

GRAPHIQUE 37

Comptes non financier par secteurs – Revenu disponible brut des
ménages et ISBL : OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Note méthodologique : Le concept utilisé dans ce graphique est
le revenu disponible brut des ménages et ISBL (donc incluant la
consommation de capital fixe des ISBL) trimestriel non annualisé.

GRAPHIQUE 38

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

PIB réel en \$ de 2012 : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

Heures travaillées : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

Rémunération du travail : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

Facteur travail : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

Coût du capital : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

Facteur capital : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 383-0026 et compilation spéciale

GRAPHIQUE 39

Indicateurs de l'éducation au Canada :
une perspective internationale, 2019

GRAPHIQUE 40

Québec

Effectif : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec,
Effectif scolaire de la formation professionnelle, selon diverses
variables, années scolaires 2005-2006 à 2018-2019, Québec

Population : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Effectif : OECD.StatExtracts (section éducation et formation,
panorama de l'éducation, scolarisation par âge)

Population : Nations Unies, population division,
World Population Prospects 2019

GRAPHIQUE 41

Québec, Ontario et Canada

Statistique Canada, CANSIM, tableau 477-0135

Pays membres de l'OCDE

Regard sur l'éducation 2019, les indicateurs de l'OCDE

GRAPHIQUE 42

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0038

Dépenses en éducation : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 385-0041

Population : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 43

Provinces canadiennes

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0038

Dépenses en éducation : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 385-0041

GRAPHIQUE 44

Québec et Canada

Dépenses en éducation : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 385-0041

GRAPHIQUE 45

Québec, Ontario et Canada

Statistique Canada, CANSIM, tableau 477-0135

Pays membres de l'OCDE

Regard sur l'éducation 2019, les indicateurs de l'OCDE

GRAPHIQUE 46

Québec, Ontario et Canada

Brevets : OECD.StatExtracts
(section science, technologie et brevets, brevets par régions)

Population totale : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 47

Québec, Ontario et Canada

Dépenses en R-D : Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001

Emploi : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

Pays membres de l'OCDE

Dépenses en R-D : OECD.StatExtracts

(section science, technologie et brevets, dépense intérieure brute de R-D par secteur de performance et source de financement)

Emploi : OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 48

Québec

PIB nominal : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012 : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0038

Dépenses en R-D : Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001

Emploi : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

GRAPHIQUE 49

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses : Statistique Canada, CANSIM,
tableau 384-0038

Emploi : Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

Pays membres de l'OCDE

PIB selon l'approche des dépenses : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

Population totale : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat : OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)